



Conseil de sécurité

Distr. générale
16 novembre 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 13 novembre 2020, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des pays membres du Conseil de sécurité par la Présidente du Conseil

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial ; et M. Omer Badokhon, fondateur et Directeur exécutif de Solutions for Sustainable Society ; ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Belgique, de la Chine, de la République dominicaine, de l'Estonie, de la France, de l'Allemagne, de l'Indonésie, du Niger, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de l'Afrique du Sud, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence sur « La situation au Moyen-Orient (Yémen) », tenue le mercredi 11 novembre 2020. Une déclaration a été également faite par le représentant du Yémen.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances extraordinaires créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité
(*signé*) Inga Rhonda **King**



Annexe I**Exposé de M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

Je remercie la Présidente du Conseil de sécurité de me donner l'occasion d'informer le Conseil.

Comme les membres du Conseil le savent, j'interviens, depuis de nombreux mois, en tant que médiateur dans la négociation du libellé d'une déclaration conjointe. J'ai mené des discussions virtuelles et, lorsque c'était possible, fait la navette entre les parties. Cela a été un processus laborieux, semé d'embûches. Les parties sont restées engagées tout au long de cette période, mais il est immensément frustrant pour le peuple yéménite qu'elles n'aient pas encore pu se mettre d'accord sur un texte final. Je remercie à nouveau le Conseil de sécurité de son appui sans faille à la réalisation d'un accord urgent sur la déclaration conjointe, comme il l'a encore fait tout récemment dans sa déclaration à la presse du 16 octobre (SC/14329).

Il est une maxime souvent répétée dans les conflits du monde entier, à savoir que les parties concernées doivent s'approprier la solution pour qu'elle soit réalisable et que la paix soit durable. Le Yémen ne fait pas exception à cette maxime. Le conflit est entre les parties yéménites. Seuls des engagements sérieux et délibérés de leurs dirigeants peuvent y mettre un terme. Le moment est venu pour eux de prendre les décisions finales nécessaires pour faire aboutir les négociations sur la déclaration conjointe.

Cela fait plusieurs semaines que je fais la navette entre les parties afin de parvenir au texte définitif de la déclaration conjointe. Nous nous sommes heurtés aux mêmes points d'achoppement à plusieurs reprises, notamment en ce qui concerne les mesures économiques et humanitaires. Je travaille avec chacune des parties pour trouver des solutions. Mais au bout du compte, je suis le médiateur et non le négociateur. Les parties négocient entre elles, et non avec moi.

Je suis frappé par l'exemple de la réunion qui s'est tenue récemment en Suisse sur la libération des prisonniers et des détenus. Là, en prenant toutes les précautions nécessaires pour respecter les protocoles relatifs à la maladie à coronavirus (COVID-19), nous avons pu amener les deux parties à se rencontrer et à produire un résultat qui a donné de l'espoir à de nombreux Yéménites. Je commence à être convaincu que c'est peut-être ce dont nous avons besoin dans la déclaration conjointe : une occasion pour les parties d'expliquer leurs positions et de parvenir ensemble aux compromis nécessaires. Je discuterai avec elles de cette option et d'autres encore.

Il ne fait aucun doute que les questions abordées dans la déclaration conjointe sont parmi les plus difficiles et les plus fondamentales pour la politique de ce conflit et la situation sur le terrain. On ne saurait sous-estimer cet aspect. Mais les parties connaissent bien les enjeux. Elles les ont passés en revue à de nombreuses reprises. Avec détermination, je crois qu'elles peuvent parvenir à un accord pour mettre fin à ce conflit.

Depuis mon dernier exposé (voir S/PV.8770), les violences sur les lignes de front n'ont pas été aussi intenses que les mois précédents. C'est positif, mais en aucun cas source de grand réconfort. Je suis profondément préoccupé par les flambées périodiques de violence entre les parties à Mareb et Taëz, et par la récente escalade des attaques contre le territoire saoudien. J'espère que ce ne sont pas là les signes annonciateurs d'un retour à la violence généralisée que l'on a connue au début de cette année. On a également observé dans plusieurs endroits des fusillades et des bombardements, qui ont détruit des maisons, des écoles, des hôpitaux et des lieux de culte. Une fois encore, j'exhorte les parties à honorer l'obligation qui leur incombe, en vertu du droit international, de protéger les civils et les infrastructures civiles.

Mon collègue, le général Guha, m'a dit que la situation à Hodeïda s'était calmée, mais que les tensions entre les parties persistaient. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda a poursuivi ses efforts pour réactiver le Comité de coordination du redéploiement et d'autres mécanismes conjoints afin de renforcer la coopération entre les parties conformément à l'Accord sur Hodeïda. Dans l'ensemble, je me dois de souligner qu'il n'y a pas de meilleure option qu'un cessez-le-feu, conjugué à un retour au processus politique, pour que les parties instaurent la stabilité sur les lignes de front. Voilà ce qu'ils peuvent offrir au peuple yéménite par le biais de la déclaration conjointe.

J'en viens maintenant à l'épineuse question du pétrolier *FSO SAFER*, dont la solution se fait attendre depuis longtemps. Les discussions avec Ansar Allah ont été beaucoup plus lentes que ne l'exige une question d'une telle urgence et d'une telle ampleur. L'ONU tente depuis des mois de négocier l'accès de la mission d'experts pour qu'elle puisse évaluer l'état du navire, effectuer les réparations essentielles et formuler des recommandations sur ce qu'il faut faire pour éviter une marée noire. Malgré des discussions constructives, nous n'avons toujours pas reçu les autorisations nécessaires pour la mission. Compte tenu de l'enjeu, il est de la plus haute importance qu'Ansar Allah donne à l'ONU le feu vert pour qu'elle puisse aller de l'avant.

Le conflit au Yémen se prolongeant, la stabilité générale est devenue une préoccupation de plus en plus pressante, notamment dans les provinces du sud. Il y a un an, le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud ont signé l'Accord de Riyad sous les auspices de l'Arabie saoudite, ce qui a fait naître l'espoir d'une plus grande stabilité dans les provinces du sud, d'un meilleur fonctionnement des institutions de l'État et d'une véritable coopération politique entre les signataires. J'appelle les parties à mettre rapidement en œuvre cet accord, car le Yémen a besoin que l'Accord fonctionne, tout comme le processus de paix.

Le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) a, à juste titre, braqué les projecteurs sur la participation des femmes au Yémen. Je ne cesse d'être étonné par leur courage et leur détermination à mettre fin à la guerre et à construire la paix au Yémen. Pour marquer cet anniversaire, mon bureau et ONU-Femmes ont organisé une réunion de 30 dirigeantes yéménites, ainsi que des partenaires internationaux. Les femmes yéménites ont souligné l'importance de reprendre les négociations, de mettre fin à la guerre et de renforcer la participation et la représentation politiques des femmes ainsi que leur protection contre la violence politique et fondée sur le genre. Ce sont de bonnes idées non seulement pour les femmes yéménites, mais aussi pour tous les Yéménites. Si nous voulons que ces idées soient au cœur des négociations, les femmes doivent être représentées dans leurs délégations. Chacun d'entre nous, à sa manière, peut contribuer à en faire une réalité.

Le Yémen se trouve ainsi à un point d'inflexion – ce n'est ni la première fois ni, assurément, la dernière. Comme Mark Lowcock et David Beasley nous le diront, le sort du peuple yéménite n'exige rien de moins que de parier fermement sur la paix, de mettre fin au feu de la guerre, de rouvrir le pays et de repartir à la recherche d'une solution politique inclusive. C'est aussi simple – et aussi important – que cela.

Annexe II

Exposé de M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Aujourd'hui, la tâche la plus urgente au Yémen est d'empêcher une famine généralisée. Les chiffres publiés la semaine dernière ont de nouveau confirmé que le risque va crescendo. Comme le Conseil de sécurité va l'entendre dans l'exposé de David Beasley, la malnutrition n'a jamais été aussi grave. Dans certaines régions du pays, un enfant sur quatre souffre aujourd'hui de malnutrition aiguë. Les termes « malnutrition aiguë », « insécurité alimentaire » et « surmortalité » correspondent à des concepts techniques, neutres et dénués de toute émotion, qui dissimulent les horreurs infligées au corps et à l'âme par la famine.

Alors comment les populations, des personnes de chair et d'os, auxquelles s'appliquent ces termes techniques vivent-elles ces concepts, concrètement ? En l'absence de nourriture, le métabolisme du corps ralentit pour préserver l'énergie nécessaire à ses organes vitaux. Affamées et affaiblies, les personnes concernées en deviennent souvent fatiguées, irritables et désorientées. Le système immunitaire devient moins efficace. Plus elles ont faim, plus ces personnes, et les enfants en particulier, sont donc susceptibles de tomber malades ou de mourir de maladies auxquelles, dans d'autres circonstances, elles auraient pu résister. Or, le Yémen ne manque pas de maladies prêtes à s'attaquer à ces systèmes immunitaires affaiblis. Citons notamment le choléra, la maladie à coronavirus (COVID-19), d'autres infections respiratoires et des maladies telles que le paludisme, la dengue ou encore la diphtérie.

Celles et ceux qui parviennent à réchapper à la maladie mais ne trouvent toujours rien à manger vont voir leurs fonctions vitales diminuer jusqu'à l'insuffisance. À terme, le corps commence à phagocyter ses propres muscles, y compris le cœur. Nombreux sont celles et ceux qui auront des hallucinations et des convulsions avant que leur cœur ne cesse de battre. C'est une mort affreuse, terrible et humiliante, et particulièrement cruelle dans un monde comme le nôtre, où en réalité, il y a plus qu'assez de nourriture pour toute la planète. Voilà le sort que le monde réserve à des millions d'hommes, de femmes et surtout d'enfants yéménites.

Le lauréat du prix Nobel d'économie, Amartya Sen, a écrit il y a plusieurs décennies déjà que l'histoire des famines déborde de récits marqués par une indifférence et une malveillance à faire bouillir le sang. En d'autres termes, celles et ceux qui pourraient mettre fin aux famines choisissent tout simplement de ne pas le faire. C'est encore le cas au Yémen aujourd'hui. Ce n'est pas que les Yéménites « ont faim » ; le fait est qu'on les affame. Nous devrions tous faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à cette situation, que nous soyons parties au conflit, membres du Conseil de sécurité, donateurs ou encore organisations humanitaires. Le temps est compté.

Nous avons évité la famine il y a deux ans. Pour l'éviter à nouveau, le monde doit agir dès maintenant sur les cinq problématiques dont je vais à nouveau informer le Conseil aujourd'hui : premièrement, la protection des civils ; deuxièmement, l'accès humanitaire ; troisièmement, le financement des opérations d'aide ; quatrièmement, l'économie ; et, cinquièmement, les progrès sur la voie de la paix.

J'aborderai tout d'abord la protection des civils. Les combats se poursuivent sur 48 lignes de front à travers le pays, les affrontements les plus violents ayant eu lieu récemment à Mareb, Jaouf, Taëz et Dalea. La possibilité d'une nouvelle escalade à Mareb, où vivent 1 million de déplacés, ou encore de nouveaux affrontements à Hodeïda, dont le port est une bouée de sauvetage pour des millions de personnes dans le nord, est toujours très préoccupante.

Un cessez-le-feu national, que nous préconisons depuis longtemps, contribuerait grandement à protéger les civils. Il aiderait également à enrayer le glissement vers la famine, car les chiffres confirment que la famine est encore pire dans les zones touchées par le conflit. En mars, le Secrétaire général a appelé à un cessez-le-feu mondial face à la COVID-19 – un appel qu’il a renouvelé par la suite, spécifiquement pour le Yémen.

Mon deuxième point porte sur un accès humanitaire sûr, rapide et sans entraves. Nous avons récemment été témoins de deux attaques inquiétantes contre le personnel humanitaire. Le 19 octobre, un agent du Croissant-Rouge turc a été grièvement blessé par balle à Aden. Le 2 novembre, toujours à Aden, une grenade a été lancée sur le complexe d’un organisme d’aide. Nous condamnons ces attaques avec force.

Nous sommes également préoccupés par les retards et les contraintes administratives auxquels les organismes humanitaires sont de plus en plus confrontés dans certaines zones du sud. Dans le nord, les restrictions sont nettement plus sévères.

D’importants progrès ont été réalisés sur certains des problèmes, notamment en ce qui concerne les évaluations et l’approbation des projets. Dimanche, un projet pilote prévu de longue date, concernant le lancement de l’enregistrement biométrique des bénéficiaires de l’aide alimentaire d’urgence, a finalement débuté à Sanaa. David Beasley en parlera plus en détails. Ce sont là des étapes importantes, mais il reste encore beaucoup à faire. Demain, des hauts fonctionnaires représentant des donateurs et des organismes se réuniront, sur l’initiative de la Suède et de l’Union européenne, pour faire le point sur l’évolution de la situation et planifier l’avenir.

Le Conseil attend également des informations sur le pétrolier *FSO Safer*. Nous n’avons pas encore reçu l’approbation officielle pour l’évaluation et la mission de réparations initiales. Après plusieurs séries de discussions approfondies, les dirigeants d’Ansar Allah continuent d’indiquer qu’elles approuveront la mission.

Mon troisième point concerne le financement de l’opération humanitaire. À sept semaines de la fin de l’année, notre plan d’intervention a reçu 1,5 milliard de dollars, soit environ 45 % des besoins. À la même époque l’an dernier, nous avions reçu deux fois plus, soit près de 3 milliards de dollars.

David Beasley détaillera plus avant ce que cela implique pour l’aide alimentaire d’urgence. Au-delà de l’aide alimentaire, 9 millions de Yéménites pourraient ne plus avoir accès aux services de santé de base, et la prise en charge de plus d’un demi-million d’enfants mal nourris pourrait cesser.

Une augmentation des fonds disponibles pour les opérations d’aide est le moyen le plus rapide et le plus efficace de soutenir les efforts de prévention de la famine à l’heure actuelle. C’est pourquoi j’implore les donateurs de s’acquitter des contributions annoncées et d’accroître leur appui. Des contributions annoncées cette année d’un montant de plus de 200 millions de dollars, y compris les annonces supplémentaires faites en septembre, n’ont toujours pas été versées.

Le quatrième problème concerne le déclin économique du Yémen, qui aggrave le risque de famine. La devise yéménite continue de se déprécier. Dans le sud, le taux de change oscille autour de 840 rials pour 1 dollar – le taux le plus bas de son histoire. Le Gouvernement n’est pas en mesure de défendre la monnaie ou de subventionner les importations parce qu’il ne dispose pas de réserves de devises étrangères.

Les importations essentielles de carburant via Hodeïda restent également bien en deçà des besoins en raison du différend politique toujours non résolu entre le Gouvernement et les dirigeants d’Ansar Allah sur la gestion des recettes. Ce différend a incité le Gouvernement à suspendre les importations commerciales de carburant via Hodeïda en juin, même s’il a également autorisé le passage de certains navires à

titre exceptionnel et si les importations de carburant par d'autres ports ont augmenté, d'après certaines informations. Les parties doivent collaborer avec l'équipe de Martin Griffiths pour régler ce conflit latent autour du carburant.

Dans l'immédiat, notre message sur l'économie reste donc le même. Les partenaires du Yémen doivent assurer un apport régulier de devises étrangères pour éviter un effondrement économique gravissime et la famine qui s'ensuivrait.

Ma dernière observation concerne les progrès sur la voie de la paix. Martin Griffiths vient de présenter les dernières informations sur l'avancement de la déclaration conjointe et les mesures de confiance humanitaires et économiques qui l'accompagnent. Nombre de ces mesures, notamment un cessez-le-feu national, la reprise du versement des salaires et la réouverture de l'aéroport de Sanaa, pourraient changer la donne, surtout si elles sont assorties d'une augmentation des fonds destinés aux secours.

Pour terminer, quand je pense à ce que la famine signifierait, je ne parviens pas à comprendre que l'on n'en fasse pas davantage pour la prévenir.

Annexe III

Exposé de M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cette réunion d'information sur l'aggravation de la crise au Yémen.

On me pardonnera de parler franchement, mais je tiens à être certain que personne ne s'interroge plus sur l'ampleur du désastre humanitaire auquel cette nation est désormais confrontée. La catastrophe est imminente au Yémen. La population a déjà subi les ravages des années de faim et de malnutrition alimentées par le conflit. Un mélange toxique fait d'une flambée de violence, d'une aggravation de l'effondrement économique et monétaire et de la maladie à coronavirus (COVID-19) est en train de porter la détresse de la population à un niveau totalement inédit.

Le monde doit ouvrir les yeux face à cette catastrophe humanitaire en puissance avant qu'il ne soit trop tard. Si nous choisissons de détourner le regard, le Yémen sera plongé dans une famine dévastatrice en l'espace de quelques mois.

La vérité est que nous nous sommes déjà retrouvés dans une situation similaire. J'ai présenté des exposés au Conseil de sécurité sur le Yémen en 2018 (voir S/PV.8213 et S/PV.8404) et en 2019 (voir S/PV.8551 et S/PV.8578). Je sais que Mark Lowcock a fait de même. Nous avons lancé l'alarme à maintes reprises à propos du Yémen.

En novembre 2018 (voir S/PV.8404), j'ai parlé des horreurs que les civils innocents étaient forcés de subir. Aujourd'hui leur souffrance est plus pitoyable que jamais. J'ai souligné l'aggravation de la crise économique causée par l'effondrement de la valeur du rial yéménite. Son cours était à l'époque de 720 rials pour 1 dollar. Il était de 215 rials pour 1 dollar avant le début de la guerre – alors que le pays était déjà une des nations les plus pauvres de la planète. Aujourd'hui il est encore plus bas – 844 rials pour 1 dollar. Et selon les prévisions, il pourrait bientôt s'effondrer et atteindre plus de 1 000 rials pour 1 dollar.

J'ai averti que 12 millions de personnes étaient à deux doigts de la famine. J'ai terminé mon exposé au Conseil de sécurité en suppliant que des ressources soient fournies pour prévenir une famine imminente. Les donateurs ont répondu à notre appel et ont mobilisé des fonds supplémentaires. Heureusement, nous avons pu écarter le Yémen de l'abîme.

Néanmoins, deux ans plus tard, une partie appréciable de notre excellent travail a été anéantie. Et une fois de plus, la famine frappe à la porte. Je vais expliquer aux membres en partie pourquoi. Nous nous retrouvons dans cette situation parce que nous avons été forcés de perdre énormément de temps. Depuis 2018, notre personnel a passé un nombre incalculable de jours, de semaines et de mois à négocier avec les autorités d'Ansar Allah pour avoir accès aux régions qu'elles contrôlent et pour avoir le droit de mettre en place les systèmes de contrôle que les donateurs sont en droit d'attendre pour l'argent de leurs contribuables. Au lieu de nous concentrer sur la fourniture d'une aide alimentaire vitale aux populations qui en ont désespérément besoin, nous avons passé les deux dernières années à tenter de venir à bout de ces obstructions inutiles.

Pire encore, les innombrables retards ont fait craindre à d'importants donateurs que leurs fonds ne parviennent pas aux bonnes personnes, et les contributions ont diminué. Nous avons clairement expliqué aux autorités d'Ansar Allah que, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale liée à la COVID-19, ce n'était pas le moment d'essayer de jouer au plus fin. En conséquence, en avril, nous avons été

contraints de diminuer les rations fournies à 9 millions de personnes vivant dans les zones contrôlées par les autorités d'Ansar Allah. Chaque famille reçoit dorénavant une ration complète tous les deux mois au lieu de tous les mois. Cela me fend le cœur.

J'ai cependant une nouvelle un peu réjouissante à annoncer. Je suis heureux que dimanche, nous ayons enfin réalisé une percée qui nous a permis de lancer le recensement biométrique des bénéficiaires dans la ville de Sanaa. C'est une étape importante, même si nous aurions dû la franchir il y a deux ans. Toutefois, je tiens à souligner que ce n'est qu'un projet pilote qui concerne 150 000 personnes.

J'espère que cela marquera le début d'un nouveau chapitre dans la coopération entre toutes les parties au Yémen, qui nous permettra d'intensifier et de poursuivre le recensement biométrique dans les zones contrôlées par Ansar Allah dans les plus brefs délais afin de redonner confiance aux donateurs pour qu'ils mobilisent de nouveaux fonds.

C'est également une première étape cruciale en vue de remédier à la grave crise de liquidités économiques, qui risquerait de porter le coup de grâce au peuple yéménite. Nous devons stabiliser le cours rial yéménite autour de 550 rials pour 1 dollar afin que les denrées alimentaires redeviennent relativement abordables.

Si nous parvenons à accélérer le recensement biométrique et à rétablir la confiance des donateurs, des fonds pourront commencer à parvenir au peuple yéménite. Nous estimons que nous pourrions introduire jusqu'à 0,5 milliard de dollars sous forme d'espèces/liquidités et de bons sur le marché par l'intermédiaire des bénéficiaires en 2021. Cela permettrait de stabiliser la devise et de relancer l'économie.

Toutefois, Ansar Allah doit montrer qu'il est prêt à nous aider, et ce en remplissant les sept conditions préalables fixées par les donateurs en février. Sur ces sept conditions, cinq n'ont toujours pas été remplies, même si nous progressons lentement sur chacune d'elles.

Pour être franc, ce sont des questions qui devraient être réglées en quelques heures, voire quelques jours, et non prendre des semaines, des mois et des années. Nous ne demandons rien d'exceptionnel ou de nouveau, nous demandons simplement la mise en œuvre, comme nous le faisons dans le monde entier. Pourquoi quelqu'un s'y opposerait-il ? J'espère sincèrement que les autorités d'Ansar Allah continueront de collaborer avec nous afin de répondre à ces critères et de jouer leur rôle pour que nous puissions lever les fonds qui, littéralement, feront la différence entre la vie et la mort pour des millions de personnes.

Le temps presse. La guerre fait rage sur plus de 40 lignes de front. Les réserves de devises étrangères du Yémen, auxquelles 2 milliards de dollars ont été injectés en 2018 pour permettre au pays d'importer des vivres et du carburant, sont presque épuisées. En conséquence, le prix des denrées alimentaires de base est monté en flèche.

L'impact sur la sécurité alimentaire est dévastateur. Avant la COVID-19, une analyse avait conclu que le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave devrait dépasser les 17 millions en 2020. Une analyse approfondie menée dans les districts du sud en juillet a prédit que l'insécurité alimentaire grave augmenterait fortement, touchant de 25 % à 40 % de la population d'ici la fin de l'année. Cela représente 3,2 millions de personnes sur les 7,9 millions de personnes prises en compte.

La dernière analyse interne à laquelle a procédé le Programme alimentaire mondial nous a appris que la famine était une possibilité réelle et dangereuse. Les signaux d'alerte clignotent, et ils ne sont pas au jaunes Ils sont au rouge.

Nous ne pouvons attendre une déclaration officielle annonçant la famine pour agir. Nous devons arrêter d'attendre que la crise atteigne son comble pour ensuite ne faire que le strict nécessaire pour s'écarter de l'abîme. Il est temps de mettre fin aux solutions de fortune.

Les autorités doivent continuer de collaborer avec nous et de contribuer aux efforts visant à rétablir la confiance des donateurs. Nous avons également besoin d'un plan global et financé pour prévenir la famine qui se profile, stabiliser l'économie dévastée, appuyer le développement à long terme et, surtout, faire pression sur les parties belligérantes afin qu'elles fassent taire les armes et fassent la paix.

J'appelle donc aujourd'hui tous nos principaux donateurs à mobiliser des fonds supplémentaires afin de prévenir une famine imminente au Yémen. Pour rétablir les rations de tous les bénéficiaires et reprendre nos autres activités, notamment le soutien nutritionnel spécial aux enfants et aux mères allaitantes, nous aurons besoin de 2,6 milliards de dollars en 2021. Au strict minimum, pour prévenir la famine en 2021, nous aurons besoin de 1,9 milliard de dollars. Nous ne pouvons continuer de grappiller des sous jusqu'à ce que mort s'ensuive. Nous devons agir maintenant, sinon des personnes mourront.

Face aux ténèbres qui menacent d'engloutir le Yémen, je prie le Conseil de sécurité de donner aux citoyens de cette nation une lueur d'espoir. J'exhorte les membres du Conseil à ne pas leur tourner le dos. Ils doivent écouter l'alarme que Mark Lowcock et moi-même sommes en train de sonner avant qu'il ne soit trop tard. Ils doivent saisir la maigre chance que nous avons d'éviter la famine qui est déjà en train de se répandre dans certaines parties du Yémen. Mais ils doivent le faire aujourd'hui, parce que le temps presse.

Annexe IV**Déclaration de M. Omer Badokhon, fondateur et Directeur exécutif de Solutions for Sustainable Society**

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à vous remercier de me donner l'occasion de prendre la parole au Conseil de sécurité en tant que jeune militant dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

C'est submergé de douleur que je m'adresse à vous aujourd'hui. Pour une grande partie de la population, qui est aux prises avec le conflit et ses graves conséquences, la préservation de l'environnement et le droit au développement et au bien-être sont devenus secondaires.

Je parle depuis le rivage de la mer d'Arabie, qui a connu dix tempêtes tropicales, dont cinq ouragans, au cours des cinq dernières années seulement. En raison de capacités très limitées, les pluies et les inondations, autrefois rares, ont fait des dizaines de victimes innocentes. Ce n'est que ces dernières années que nous avons vu des événements climatiques d'une telle intensité. Ils sont un signe alarmant pour un pays dont les infrastructures en ruine ne résisteront pas si des catastrophes aussi graves continuent à se produire au même rythme.

Chacun sait que le conflit a fait des ravages de plus en plus importants sur l'environnement et le développement humain au Yémen. Les rapports des organes et organismes des Nations Unies, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, indiquent que si la guerre se termine en 2022, les gains en matière de développement auront été ramenés à quelque 26 ans en arrière, soit pratiquement une génération entière. Si elle dure jusqu'en 2030, quatre décennies auront été anéanties.

L'organisation Solutions for Sustainable Societies, que je dirige, est composée uniquement de jeunes de moins de 30 ans qui estiment que, compte tenu du conflit actuel, les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints qu'en faisant la paix et en améliorant notre mode de vie par mise en place d'une économie circulaire et verte axée sur la consommation et la production durables, dans laquelle les jeunes doivent être habilités à jouer un rôle central. Il faut s'orienter vers le développement agricole et l'utilisation coordonnée de produits énergétiques propres, et vers d'autres solutions pour développer notre mode de vie et aider les consommateurs locaux à économiser du temps et de l'argent.

Il y a une semaine seulement, le 6 novembre, le monde a célébré la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé. Devant ce forum, je voudrais saisir cette occasion pour appeler une fois de plus toutes les parties à s'abstenir d'exploiter l'environnement et les zones de biodiversité du Yémen pour alimenter le conflit. L'environnement est trop souvent une victime fortuite. Cela se produit souvent au Yémen, où l'écosystème a subi de nombreuses perturbations en raison d'un conflit dans lequel les parties sont enlisées depuis plusieurs années.

Les terres agricoles se sont asséchées, les récoltes ont été mauvaises, les sources d'eau douce ont été polluées et des animaux sauvages rares ont été poussés au bord de l'extinction à cause du conflit, en l'absence de contrôle gouvernemental. Les bouquetins et les gazelles rares sont chassés en nombre croissant. Le léopard d'Arabie, une espèce menacée, est chassé sans discernement ; si la situation n'est pas maîtrisée, il pourrait très bientôt disparaître. Les conflits et les guerres incessants ont créé un environnement où la chasse sans discernement peut prospérer, et de nombreuses espèces rares au Yémen sont menacées d'extinction.

Le Yémen est également confronté à une menace considérable liée à l'exploitation forestière illégale. Le bois de chauffage est utilisé pour la cuisine en l'absence de gaz de cuisine domestique, dont le prix a doublé et qui est maintenant inabordable pour une grande partie de la population, en particulier dans les zones rurales.

En 2017, nous avons lancé l'initiative « Gaz vital pour tous » afin de permettre aux populations locales de convertir leurs déchets organiques, en particulier les crottes de chèvres et les bouses de vaches et les restes de nourriture, en produits biologiques pouvant être utilisés pour la cuisine, ce qui permettrait de réduire la pression exercée sur la maigre couverture végétale du pays, de diminuer l'exploitation forestière illégale et de fournir une source d'énergie alternative et propre pour remplacer le bois. Nous espérons recevoir un soutien pour cet effort de développement et d'autres comme lui, dont le but premier est de protéger l'environnement.

Aucune discussion sur la situation environnementale au Yémen ne serait complète sans mentionner le pétrolier abandonné *FSO SAFER*, qui est ancré dans la mer Rouge près de la côte de la province de Hodeïda avec une cargaison de quelque 1 100 000 barils de pétrole brut, soit environ 150 000 tonnes. La coque se décompose et se corrode. Un tuyau ayant été percé, de l'eau de mer s'est infiltrée dans la salle des machines.

Le *FSO SAFER* ne peut être décrit que comme une bombe à retardement menaçant la faune et flore marines dans une large zone de la mer Rouge. C'est un problème alarmant ; les effets potentiels sont incalculables, non seulement pour la pêche mais aussi pour la vie le long des côtes voisines.

En tant que militant écologiste et jeune, j'invite les membres du Conseil de sécurité à utiliser tous leurs pouvoirs pour faire pression en faveur d'une paix durable au Yémen, pour le bien de l'humanité et de l'environnement. Les souffrances des Yéménites et de l'environnement yéménite ne cesseront pas tant que la guerre ne sera pas terminée. Les mesures urgentes suivantes sont également nécessaires afin de protéger l'environnement.

Des mesures doivent être prises pour empêcher l'exploitation de l'environnement comme monnaie d'échange, comme c'est le cas avec le *FSO SAFER*. Le pétrolier doit être vidé d'urgence avant qu'une catastrophe ne se produise, et une inspection et un entretien complets doivent être entrepris. L'intervention humanitaire dans le domaine des technologies vertes, y compris la conversion des déchets en énergie, devrait être étendue, et un investissement devrait être réalisé dans l'énergie solaire, qui s'est avérée être une source efficace d'énergie durable pour les Yéménites dans la crise actuelle.

Le Conseil de sécurité a encore la possibilité de protéger cette planète, de mettre un terme à l'effusion de sang et de sauvegarder la nature et l'environnement, à condition qu'il ait la bonne volonté et la force de le faire. Ce qui est possible aujourd'hui peut ne pas l'être demain. Nous espérons que le Conseil agira rapidement.

Annexe V**Déclaration de M^{me} Karen Van Vlierberge, Représentante permanente adjointe de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je souhaiterais remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock pour leurs exposés intéressants.

Je vais me concentrer sur trois questions aujourd'hui : la Déclaration conjointe et la nécessité de progresser sur le plan politique ; le suivi du récent échange de prisonniers ; et l'impact catastrophique de la crise humanitaire au Yémen sur les enfants.

Près d'un mois s'est écoulé depuis notre dernière séance sur le Yémen (voir S/PV.8770) et, pourtant, pratiquement aucun progrès n'a été réalisé. Contrairement au mois dernier, il n'y a pas eu de nouvelle escalade de la violence, mais les combats continuent, à Mareb, à Hodeïda et dans d'autres endroits. Le peuple yéménite continue tous les jours de souffrir.

La semaine dernière, nous avons eu le premier anniversaire de la signature de l'Accord de Riyad. Sa mise en œuvre reste beaucoup trop limitée.

Lors de son exposé en octobre, l'Envoyé spécial Griffiths a semblé faire preuve d'un certain optimisme quant à une éventuelle réunion des parties pour finalement s'accorder sur la Déclaration conjointe. Toutefois, pour que cela se produise, toutes les parties doivent montrer une réelle volonté de s'asseoir autour de la table et de discuter. Aujourd'hui, cela ne semble toujours pas être le cas.

Je ne peux que me répéter : seul le dialogue peut mettre fin à la guerre et résoudre les profondes divergences au Yémen. Nous exhortons tous les acteurs à s'engager à nouveau dans les pourparlers de paix sous les auspices de l'ONU. Il va sans dire que l'Envoyé spécial Griffiths continue de bénéficier de notre plein soutien.

La Belgique se réjouit de constater que l'accord sur l'échange d'un grand groupe de prisonniers a été pleinement mis en œuvre. Nous félicitons à nouveau le Comité international de la Croix-Rouge pour le rôle crucial qu'il a joué dans la négociation de l'accord et dans l'exécution de celui-ci.

Cet échange de prisonniers est l'un des outils permettant d'établir la confiance entre les parties. Nous avons clairement davantage besoin d'outils similaires. Nous espérons que d'autres accords similaires seront rendus possibles dans un avenir proche.

Dans mon troisième et dernier point, je voudrais aborder, une fois de plus, la crise humanitaire au Yémen.

Alors que le conflit se poursuit, la situation humanitaire s'aggrave. Des années de conflit, le déclin économique et la COVID-19 ont fait du Yémen l'un des pires endroits où vivre sur cette planète. Cela est particulièrement vrai pour les enfants.

Une récente analyse conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial a révélé que dans certaines régions du Yémen, plus d'un enfant sur cinq souffre de malnutrition aiguë. Ce n'est pas un hasard si l'un des chiffres les plus élevés a été relevé dans les basses terres d'Hodeïda : 27 % des enfants y ont un besoin aigu en alimentation de base.

Les enfants souffrent de malnutrition aiguë, tout comme les mères – un quart de million de femmes enceintes ou allaitantes au Yémen ont besoin d'un traitement contre la malnutrition. Selon Lise Grande, Coordonnatrice résidente et Coordinatrice de l'action humanitaire des Nations Unies au Yémen, nous nous approchons d'une situation irréversible et risquons de perdre toute une génération de jeunes enfants.

Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour faire face à cette catastrophe humanitaire. À cet égard, l'Union européenne et ses États membres prennent leurs responsabilités : demain, la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes convoquera avec la Suède une deuxième réunion des acteurs humanitaires et de développement sur la crise humanitaire au Yémen. Après une première réunion en février, elle se penchera de nouveau sur la problématique du financement et de l'accès humanitaire. Je suis tout aussi fière d'informer le Conseil que la Belgique a contribué cette année à hauteur de plus de 30 millions de dollars au financement de base du Programme alimentaire mondial, lauréat du prix Nobel de la paix.

Mais le plus nécessaire est de mettre fin d'urgence aux combats et à la guerre. Les parties au conflit et ceux qui les soutiennent portent une grave responsabilité. Nous les exhortons à déposer les armes et à faire enfin passer le peuple du Yémen avant leurs propres intérêts limités.

Annexe VI**Déclaration de M. Zhang Jun, Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et chinois]

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Griffiths, le Secrétaire général adjoint Lowcock, le Directeur exécutif Beasley et M. Badokhon de leurs exposés.

Il ne fait aucun doute que la nécessité d'agir sans tarder pour régler la question du Yémen s'impose de plus en plus. La Chine a toujours soutenu le règlement politique de la question du Yémen et le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU. Nous avons joué un rôle constructif à cet égard en encourageant les parties à surmonter leurs divergences et à parvenir à un consensus. Aujourd'hui, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, la force ne peut pas résoudre les problèmes, et les hostilités doivent cesser le plus rapidement possible. Au cours du mois dernier, nous avons observé des signes de stabilité dans le sud du Yémen, mais des conflits persistent dans le nord, ce qui a entraîné des défis pour la situation globale en matière de sécurité dans le pays. Dans le même temps, la Chine est préoccupée par les récentes attaques de drones contre l'Arabie saoudite. Un règlement politique est la seule issue aux problèmes que connaît le Yémen. Nous appelons toutes les parties au Yémen à répondre favorablement aux appels au cessez-le-feu lancés par le Secrétaire général et l'Envoyé spécial, à répondre aux aspirations du peuple à une vie heureuse et stable, à cesser de recourir à la force et à rétablir rapidement la paix, la stabilité et l'ordre au Yémen. À cet égard, la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda doit continuer à s'acquitter de son mandat de surveillance du cessez-le-feu et à veiller au fonctionnement du port de Hodeïda.

Deuxièmement, il est impératif de donner la priorité aux intérêts du pays et de la population et d'accélérer les négociations politiques. Cela fait près de deux ans que l'Accord de Stockholm a été signé et un an que l'Accord de Riyad a été signé. Toutes les parties doivent honorer leurs engagements et appliquer ces accords et les résolutions pertinentes du Conseil. Ces derniers temps, le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud ont mené des consultations étroites et les pays de la région, notamment l'Arabie saoudite, ont déployé des efforts intenses de médiation. Des progrès importants ont été réalisés en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. La Chine s'en félicite et espère que le nouveau gouvernement sera mis en place bientôt et que les dispositions militaires et de sécurité seront mises en œuvre. Nous encourageons également toutes les parties au Yémen à poursuivre le dialogue, à prendre des mesures supplémentaires de confiance sur la base des accords d'échange de prisonniers et à appuyer les efforts de médiation de l'Envoyé spécial pour faire avancer le processus de règlement politique. Dans le cadre de ce processus, la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen doivent être pleinement préservées et respectées.

Troisièmement, il faut mener un dialogue approfondi et inclusif pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région du Golfe. La Chine appuie fermement les efforts des pays du Golfe visant à sauvegarder la souveraineté et la sécurité nationales et à promouvoir l'apaisement des tensions régionales. Lundi, le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères Wang Yi a participé à une visioconférence ministérielle entre le Conseil de coopération du Golfe et la Chine. Lors de cette réunion, il a de nouveau appelé toutes les parties concernées à régler politiquement les problèmes liés aux points chauds dans la région, par le dialogue et la négociation. Son appel a été appuyé à l'unanimité par les ministres des pays du Golfe. Nous appelons

la communauté internationale et les pays du Golfe à œuvrer de concert pour mettre en place un cadre de dialogue régional sur la sécurité, à continuer de renforcer la confiance politique mutuelle, à régler les différends et les conflits et à œuvrer pour éliminer les causes profondes des conflits en vue de maintenir la paix et la stabilité dans la région.

Quatrièmement, nous devons tout mettre en œuvre pour atténuer la crise humanitaire au Yémen, en plaçant la population au centre de nos efforts. Les exposés du Secrétaire général adjoint Lowcock et du Directeur exécutif Beasley sont très alarmants. La détérioration de la situation humanitaire au Yémen porte atteinte à tous les aspects de la vie des populations. Nous devons être particulièrement vigilants en ce qui concerne les problèmes comme la famine, la malnutrition infantile et la maladie à coronavirus (COVID-19). Les membres de la communauté internationale, et en particulier les pays donateurs, doivent fournir des fonds suffisants au plan d'aide humanitaire et accroître considérablement l'aide humanitaire en faveur du peuple yéménite pour prévenir la famine et lutter contre la pandémie.

La Chine et le Yémen ont des liens d'amitié de longue date. La Chine fournit depuis longtemps une aide humanitaire au Yémen, notamment une aide alimentaire et du matériel médical. La Chine a récemment fait don de tests de dépistage, d'équipements de protection individuelle et de masques médicaux au Yémen pour l'aider à lutter contre la pandémie. Nous continuerons à fournir une assistance dans la mesure de nos capacités.

La Chine est également préoccupée par l'absence de progrès en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*. Elle appelle à des mesures immédiates pour garantir l'accès à l'équipe technique des Nations Unies dès que possible afin de prévenir un accident catastrophique, de protéger l'environnement régional et de préserver la sécurité des voies navigables internationales.

Annexe VII

Déclaration de la Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Avant de prononcer ma déclaration, j'aimerais que nous prenions un moment pour réfléchir à ce que vient de dire Mark Lowcock : « Ce n'est pas que les Yéménites « ont faim » ; le fait est qu'on les affame (voir annexe II) ». Je tiens également à féliciter David Beasley pour avoir reçu le prix Nobel de la paix. La République dominicaine n'est pas le plus grand donateur au Programme alimentaire mondial (PAM), mais elle est certainement son plus grand soutien.

[Original : espagnol]

Nous tenons à remercier Martin Griffiths, Mark Lowcock, David Beasley et Omer Badokhon de leurs exposés.

D'emblée, il est bon de souligner que les progrès sur le terrain sont importants et bienvenus. L'échange de prisonniers qui a eu lieu le mois dernier, les nouvelles concernant la composition possible d'un nouveau gouvernement yéménite et le début de l'enregistrement biométrique des bénéficiaires de l'aide humanitaire sont des étapes qui apportent un peu de lumière au milieu d'un tunnel qui a été très sombre pendant de longues années.

Cependant, malgré ces bonnes nouvelles, la situation au Yémen est critique, comme l'ont indiqué les intervenants.

L'analyse de l'alerte précoce sur les foyers névralgiques de l'insécurité alimentaire aigüe publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le PAM attire l'attention sur le fait que l'expansion du conflit au Yémen, associée au problème de l'accès humanitaire, à l'aggravation de la crise économique et à la hausse des prix des denrées alimentaires, risque de conduire à une détérioration d'une situation de sécurité alimentaire déjà critique, en particulier dans les provinces de Jaouf, de Mareb, d'Amran et de Mahouit, où la survie d'une grande partie de la population dépend exclusivement de l'aide humanitaire.

En outre, grâce à la dernière analyse de la classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée de la malnutrition aigüe, nous savons que les taux de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de cinq ans sont les plus élevés jamais enregistrés dans certaines régions du Yémen.

Face à cette situation, la communauté internationale a la responsabilité collective d'agir. Sinon, le risque de voir un certain nombre de programmes des Nations Unies cesser leurs activités à partir de janvier en raison d'un manque de financement aura des conséquences inimaginables pour l'avenir de millions de personnes. C'est pourquoi les pays donateurs qui ont promis des fonds pour soulager la situation, mais ne les ont pas encore décaissés, doivent le faire de toute urgence. Parallèlement, nous devons renforcer les financements humanitaires souples et pluriannuels, ainsi qu'appuyer et promouvoir les programmes de relèvement rapide, tout en veillant à ce que les besoins immédiats soient satisfaits.

Il est important de regarder vers l'avenir, car si nous ne résolvons pas la crise humanitaire, le peuple et la jeunesse yéménites n'auront pas la force de reconstruire leur pays une fois qu'advientra la paix tant attendue.

Dans le même temps, nous ne saurions passer sous silence les crises économique et sanitaire, car elles viennent s'ajouter au conflit pour peser sur la situation humanitaire. Je pense notamment à la maladie à coronavirus (COVID-19) et à la menace d'une deuxième vague de propagation du virus au Yémen, où le système de santé est au bord de l'effondrement.

Nous ne devons pas permettre que la faim, le conflit et la combinaison des deux – ou pire encore, notre inaction – compromettent l'avenir de millions de Yéménites innocents.

Entre autres mesures urgentes, nous recommandons de mettre en place un plan de sauvetage économique pour le Yémen ; de faciliter l'obtention de revenus découlant des transferts de fonds en créant des canaux de transfert et en réduisant les frais de transfert ; de parvenir à un accord à long terme sur les importations de carburant et de biens commerciaux, et de négocier un accord entre toutes les parties sur un plan de gestion centralisé et technocratique de la Banque centrale du Yémen, afin de régler le problème de politiques monétaires et budgétaires divergentes.

Il semble que le Yémen fasse un pas en avant, deux pas en arrière. Ce n'est pas ainsi que l'on obtiendra une paix durable. La solution est entre nos mains. Ensemble, nous pouvons changer le cours des événements au Yémen, pour le bien du peuple yéménite, qui aspire tant à la paix.

Annexe VIII

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial Griffiths, le Secrétaire général adjoint Lowcock et le Directeur exécutif Beasley de leurs exposés. J'attends également avec intérêt la présentation de M. Badokhon.

D'emblée, je voudrais saluer l'échange de plus de 1 000 prisonniers intervenu entre le Gouvernement et les houthistes à la mi-octobre. Je félicite l'équipe menée par l'Envoyé spécial Griffiths et le Comité international de la Croix-Rouge du succès des négociations. Cela a été un moment important d'espoir dans cette crise prolongée.

Nous appelons également les autorités houthistes à libérer sans condition les quatre journalistes restants qui sont arbitrairement détenus et risquent la peine de mort. Dans ce contexte, nous rappelons à toutes les parties qu'elles sont tenues de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et de veiller à ce que les auteurs de toutes les violations et atteintes répondent de leurs actes.

L'échange de prisonniers était une importante mesure humanitaire qui, espérons-le, contribuera également à renforcer la confiance entre les parties afin qu'elles puissent enfin parvenir à un accord sur la déclaration conjointe. Nous exhortons à nouveau les parties à instaurer un cessez-le-feu national immédiat et à accepter la proposition de l'ONU pour que les pourparlers de paix puissent véritablement reprendre, avec la pleine participation de la société civile, y compris des femmes.

Alors que nous venons de passer le premier anniversaire de la signature de l'Accord de Riyad, nous réitérons notre appel au Gouvernement et au Conseil de transition du Sud pour qu'ils mettent en œuvre les éléments restants de l'Accord. Il s'agit là d'une étape essentielle, notamment pour parvenir à une paix plus globale.

Malheureusement, les combats sur les principales lignes de front n'ont pas diminué d'intensité et feraient toujours plus de victimes civiles. La prise pour cible des infrastructures civiles, comme le récent bombardement d'un hôpital à Taëz, est contraire au droit humanitaire international et totalement inacceptable.

Outre les conséquences et souffrances directes qui en résultent, les hostilités sont également la principale raison de l'aggravation de la situation économique et humanitaire. Nous sommes gravement préoccupés par les informations qui nous parviennent des organismes des Nations Unies selon lesquelles le Yémen est à nouveau au bord d'une crise de sécurité alimentaire et que les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans sont les plus élevés jamais enregistrés.

Nous avons noté que la situation du financement des programmes humanitaires s'est légèrement améliorée, bien que des déficits importants subsistent. L'Estonie a contribué au Programme alimentaire mondial afin d'aider à soulager la situation humanitaire. Toutefois, afin de répondre à la situation humanitaire, notamment la famine, il faut renforcer l'économie du Yémen et trouver une solution à long terme pour assurer l'importation de carburant et de biens commerciaux par les ports.

Nous soulignons également l'urgence d'accorder une autorisation formelle à la mission des Nations Unies pour qu'elle puisse accéder au pétrolier *FSO SAFER*, une décision des houthistes qui n'a déjà que trop tardé.

Annexe IX

Déclaration de M. Nicolas de Rivière, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et français]

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, et Omer Badokhon pour leurs interventions.

Nous devons enfin parvenir à un règlement politique pour le Yémen. Il faut pour cela qu'une cessation des hostilités soit conclue et qu'un nouveau Gouvernement soit formé. Une désescalade est nécessaire. Elle doit conduire à une cessation des hostilités.

Au nord, le niveau de tensions autour de Mareb et la résurgence de tensions à Hodeïda sont préoccupants. Les parties yéménites doivent cesser leurs affrontements et renoncer à l'option militaire dans le nord comme dans l'ensemble du pays. À Hodeïda, nous appelons les parties yéménites à se réunir à nouveau dans le cadre du Comité de coordination du redéploiement de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda pour mettre en œuvre l'Accord de Stockholm et faire baisser les tensions.

Nous condamnons également les attaques houthistes lancées contre le territoire saoudien, qui menacent la sécurité du Royaume et la stabilité de la région.

Un nouveau Gouvernement yéménite doit être formé sans délai. Les forces politiques yéménites doivent mettre en œuvre l'Accord de Riyad et valider les premiers efforts accomplis pour répartir les portefeuilles ministériels. Nous saluons à nouveau les efforts menés par l'Arabie saoudite pour faciliter la conclusion de cet accord et sa mise en œuvre. Ce nouveau gouvernement devra rechercher une solution politique globale. Nous appelons les parties à s'engager de bonne foi dans le dialogue sur le projet de déclaration conjointe proposé par l'Envoyé spécial, à qui nous réitérons tout notre soutien.

La situation humanitaire, comme Mark Lowcock et David Beasley l'ont décrite, ne cesse de se détériorer : les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le spectre de la famine se profile de nouveau. Nous devons donc collectivement agir pour éviter une telle catastrophe. Je tiens ici à saluer le travail remarquable des acteurs humanitaires et notamment du Programme alimentaire mondial. Son combat contre la faim dans le monde est crucial et il peut compter sur la France.

Nous ne devons pas sous-estimer le risque d'une deuxième vague de propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), dont les conséquences seraient dramatiques.

Nous ne cesserons de le répéter : toutes les parties ont l'obligation de garantir l'accès humanitaire. Ce point fera l'objet d'une attention particulière à l'occasion de la réunion des bailleurs le 12 novembre prochain, sous co-présidence européenne et suédoise. Je tiens également à rappeler que la protection des civils doit rester une priorité absolue.

Enfin, il est indispensable de permettre à la mission d'inspection mandatée par les Nations Unies d'accéder immédiatement au pétrolier *FSO SAFER*. Nous devons tout faire pour éviter une catastrophe et cette inspection n'a que trop été retardée.

La France reste pleinement mobilisée, auprès des acteurs concernés, pour trouver une issue politique à la guerre au Yémen. Et les autorités françaises poursuivront leur engagement en faveur d'une désescalade dans l'ensemble de la région.

Annexe X**Déclaration de M. Christoph Heusgen, Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Notre débat d'aujourd'hui est essentiellement une répétition. La déclaration commune n'a toujours pas été adoptée. Nous voyons encore des pics périodiques de violence et de bombardements. Nous devons donc être réalistes et dire que les progrès sont pratiquement inexistantes. C'est extrêmement frustrant. Néanmoins, nous encourageons Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, à poursuivre son action. J'admire sa persévérance. Je lui demande de continuer de tirer parti de ce que l'on appelle le « pont aérien de l'espoir » sur l'échange de prisonniers facilité par le Comité international de la Croix-Rouge.

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que Mark Lowcock et David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), ont dit au sujet de la situation humanitaire. La population est affamée et les horreurs que la famine entraîne sont légion. Nous ne pouvons pas trouver les mots justes pour réagir à cette situation.

David Beasley a évoqué le compte à rebours vers une famine dévastatrice. Je le remercie de sa description franche de la situation. Je voudrais également saisir cette occasion pour le féliciter personnellement, ainsi que le PAM, pour le prix Nobel de la paix décerné au PAM. C'est fort mérité. L'Allemagne est fière d'être le deuxième donateur au PAM. Je félicite le PAM d'avoir obtenu les données biométriques à Sanaa. Nous espérons que le PAM pourra poursuivre son action sur la base de ces données.

Je trouve vraiment inacceptable d'entendre parler d'obstacles bureaucratiques. Ce que les houthistes ont fait par le passé, à savoir du chantage aux donateurs et aux organisations humanitaires, est totalement inacceptable. Mais il a également été mentionné que le Gouvernement et le Conseil de transition du Sud dressent des obstacles bureaucratiques. Je voudrais demander à l'Ambassadeur du Yémen d'accorder une attention spécifique aux critiques qui sont formulées à l'encontre du Gouvernement en ce qui concerne les obstacles bureaucratiques à l'aide humanitaire.

En ce qui concerne le financement de l'action humanitaire, l'Allemagne a honoré son engagement, et nous sommes le troisième plus important donateur pour le Yémen. Nous avons promis et déboursé 148 millions de dollars, en plus des 100 millions de dollars destinés au PAM et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Au total, notre aide humanitaire, nos efforts de stabilisation et notre coopération pour le développement s'élèvent à 370 millions de dollars. D'autres n'ont pas respecté leurs engagements, en particulier les pays de la région. Je ne pense pas qu'il soit acceptable qu'un pays comme les Émirats arabes unis, qui est également impliqué dans le conflit militaire, ne se soit pas engagé à fournir une aide humanitaire cette année. Je voudrais également demander à notre collègue Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique, qui entretient d'excellentes relations avec les Émirats arabes unis, de bien vouloir les inciter à s'engager au même niveau que l'année dernière.

Je voudrais me tourner vers Omer Badokhon, fondateur et Directeur exécutif de Solutions for Sustainable Society, qui a déclaré qu'il n'est pas possible de mener une vie digne au Yémen. Je trouve merveilleux qu'il ait de telles ambitions pour le pays, à savoir une économie verte circulaire, le biogaz et la conservation de la vie sauvage et du bois d'œuvre. C'est de ces sujets que nous devrions être en train de parler, mais au lieu de cela, nous sommes forcés de parler de la situation humanitaire désastreuse. Il a dit que les jeunes doivent jouer un rôle, et j'ajouterais que les femmes doivent également participer. Je remercie Mark Lowcock d'avoir fait preuve de fermeté sur ce point. Dans ses négociations sur la déclaration commune, les femmes doivent être prises en compte.

À la séance d'information du mois dernier (voir S/PV.8770), Mark Lowcock a déclaré que les enfants yéménites étaient un témoignage d'espoir, citant l'exemple émouvant d'une école à Taëz que les enfants continuent de fréquenter sans aucun matériel scolaire. Les professeurs continuent d'enseigner sans avoir été payés depuis des mois, voire des années. C'est un exemple d'espoir. La semaine dernière encore, nous avons appris que trois enfants ont été gravement blessés dans des bombardements, dont une fillette de 6 ans. Les bombardements ont eu lieu précisément à Taëz. Les enfants blessés étaient peut-être des élèves de l'école que Marc Lowcock a mentionnée. Peut-être pas. Mais ces événements montrent une fois de plus à quel point les combats et les violations persistantes du droit humanitaire international sont horribles et quelles en sont les conséquences. Ils ont littéralement tué le dernier témoignage d'espoir qui restait pour le pays. Les combats et, surtout, les meurtres de civils doivent cesser.

Annexe XI

Déclaration de M. Dian Triansyah Djani, Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires Mark Lowcock et David Beasley des importantes informations qu'ils nous ont fournies, ainsi qu'Omer Badokhon de son exposé.

Il est regrettable que le conflit au Yémen ne s'améliore pas, la détérioration de la situation économique et la maladie à coronavirus (COVID-19) se révélant une combinaison mortelle. Il est inconcevable que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dépassera probablement les 17 millions cette année, contre 15 millions en 2019.

Qu'il me soit permis de répéter ce que ma délégation dit depuis des mois. Premièrement, ce n'est qu'au moyen d'un processus politique que les Yéménites pourront façonner l'avenir qu'ils veulent et dont ils ont besoin. Je suis tout à fait d'accord avec ce que Mark Lowcock vient de dire, à savoir qu'en fin de compte, ce sont les parties concernées qui doivent négocier, et notre tâche est de créer un environnement qui puisse y contribuer. Nous encourageons Mark Lowcock à continuer de les rassembler.

L'option est disponible – grâce aux trois propositions de l'Envoyé spécial, les parties peuvent choisir une voie différente pour leur peuple : une voie sans armes à feu et sans effusion de sang.

La première étape serait un cessez-le-feu à l'échelle nationale, accompagné de mesures visant à relancer l'économie. L'étape suivante doit être la reprise d'un processus politique inclusif, avec la participation des femmes et des jeunes. Les femmes sont très importantes dans le processus de paix.

Nous savons que cela prendra du temps, mais plus le conflit se prolongera, plus il causera de dégâts et plus la population souffrira.

En conséquence, l'Indonésie réaffirme une fois de plus qu'il importe que toutes les parties s'entendent rapidement sur la déclaration commune et reprennent le dialogue sur un règlement politique global, conformément aux résolutions pertinentes, notamment la résolution 2216 (2015). La mise en œuvre intégrale de l'Accord de Riyad est également cruciale pour permettre un processus politique plus complet. C'est pourquoi nous saluons les efforts continus déployés par le Royaume d'Arabie saoudite pour servir de médiateur dans ce processus.

Deuxièmement, les parties doivent faire preuve d'un maximum de retenue et protéger les civils. Le droit international humanitaire a été créé pour protéger les civils en temps de conflit armé. C'est une obligation qui incombe à toutes les parties à un conflit armé, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent. Les attaques continues des houthistes dans les zones civiles des villes de Mareb, Taëz et Hodeïda constituent une violation du droit international humanitaire et doivent être condamnées. Nous exhortons à nouveau les houthistes à cesser de cibler les civils et les infrastructures. Ils doivent réduire la violence et laisser ainsi la place à des mesures qui pourraient favoriser le processus de paix.

Troisièmement, l'accès à l'aide humanitaire doit être amélioré. Les restrictions imposées aux travailleurs humanitaires dans le cadre de la plus grande opération humanitaire au monde sont inacceptables.

Avec l'intensification de la violence et la COVID-19, les organismes humanitaires sont déjà confrontés à une tâche très compliquée. Ils doivent être autorisés à fournir une aide aux personnes dans le besoin rapidement et en toute sécurité.

Les cinq priorités absolues dont nous a informés Mark Lowcock sont désormais extrêmement urgentes, car nous ne pouvons plus nous offrir le luxe d'attendre. Mark Lowcock et David Beasley ont dressé un sombre tableau de ce qui attend les enfants et la population yéménites, en raison de la famine annonciatrice d'un scénario catastrophe. Nous devons agir maintenant, avec des ressources et avec des solutions politiques. Mais surtout, les parties concernées doivent agir pour sauver leurs populations.

Concernant le pétrolier *FSO SAFER*, il est regrettable que l'équipe de réparation des Nations Unies se voie toujours refuser l'accès. Nous nous demandons s'il y a jamais eu intention d'autoriser l'accès au navire. Compte tenu des dangers, ma délégation demande à nouveau instamment que l'équipe de réparation puisse accéder rapidement au pétrolier.

Enfin, je ne me lasserai pas de répéter que les parties doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent, en temps voulu, pour épargner à nos frères et sœurs yéménites une famine et de nouvelles souffrances. C'est la responsabilité des dirigeants. C'est la seule façon de redonner au peuple l'espoir et l'avenir qui lui appartiennent.

Pour terminer, qu'il me soit permis de citer un passage du discours de Dwight Eisenhower, intitulé « Une chance pour la paix », qui est toujours d'actualité dans le contexte du Yémen :

« Chaque arme fabriquée, chaque navire de guerre lancé, chaque roquette tirée signifie, en définitive, un vol commis par ceux qui ont faim et qui ne sont pas nourris, ceux qui ont froid et qui ne sont pas vêtus ».

Annexe XII**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour leurs exposés sur les récents développements de la situation qui prévaut au Yémen. Je remercie également M. David Beasley et M. Omer Badokhon pour leurs présentations.

Les 15 et 16 octobre derniers, ce fut avec beaucoup de satisfaction que nous avons suivi l'échange de détenus, plus d'un millier, intervenu entre les belligérants du conflit au Yémen, matérialisant ainsi l'accord passé en fin septembre en Suisse. Ces échanges resteront mémorables pour de nombreuses familles yéménites, jusque-là résignées et désespérées, mais qui ont été délivrées en accueillant leurs proches, après une longue séparation.

Le Niger se félicite de ce progrès qui constitue un jalon important dans le processus du règlement politique du conflit au Yémen et encourage les parties à maintenir cet élan positif pour franchir l'étape supplémentaire devant conduire à la signature de la déclaration conjointe pour un cessez-le-feu national.

Pour parvenir à cet objectif, il est important que les parties maintiennent cette confiance qu'elles ont bâtie entre elles et, au-delà, qu'elles honorent les engagements auxquels elles ont préalablement souscrit. C'est, du reste, une condition essentielle pour la poursuite des négociations et la relance du processus politique, enlisé depuis plusieurs années.

L'issue de cette crise, et les belligérants l'ont certainement compris, ne sera pas militaire. Elle doit être recherchée à travers le dialogue et la négociation ; elle doit être politique. C'est pourquoi ma délégation invite la communauté internationale, les acteurs régionaux et les membres du Conseil ayant une influence sur les parties en conflit à œuvrer davantage pour le rapprochement des parties ainsi qu'à les encourager à aller à la table de négociation afin de jeter les bases du règlement de ce conflit qui a déjà fait tant de victimes.

Si de bons frémissements sont enregistrés au plan politique, la situation humanitaire tarde quant à elle à connaître les améliorations attendues, rendant de plus en plus difficile la vie de milliers de personnes. Il convient de souligner que l'origine de la crise humanitaire au Yémen est d'abord humaine, avec, notamment, la poursuite des campagnes militaires dans le pays, qui ont contribué à la destruction des infrastructures de base.

À mesure que les combats se prolongent, la situation humanitaire n'a cessé de se détériorer, prenant des proportions insoutenables pour les populations, notamment avec l'effet combiné des facteurs tels que : l'obstruction de l'aide humanitaire, la déliquescence du système de santé détruit par de longues années de guerres, la pandémie de maladie à coronavirus, l'insécurité alimentaire, la crise du carburant, les inondations, la forte dépréciation du rial, l'épuisement des réserves nationales et le déficit de l'aide internationale.

Sur ce dernier point, ma délégation reste préoccupée par la réduction des services dans plusieurs centres de santé ainsi que par la suspension de certains programmes d'assistance des Nations Unies, dont dépendent plusieurs millions de personnes au Yémen.

C'est pourquoi nous lançons un appel à une plus grande générosité internationale à l'endroit de la population yéménite tant éprouvée. Nous invitons les pays ayant annoncé leurs contributions, en particulier ceux de la région, à honorer leurs engagements afin d'assurer la continuité des programmes d'assistance et d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Nous exhortons les parties belligérantes à faire preuve de retenue, en mettant un terme aux combats car la situation humanitaire ne saurait connaître une amélioration significative sans la cessation des hostilités.

Pour conclure, ma délégation voudrait exprimer sa préoccupation face à la situation du pétrolier *FSO SAFER*, dont les travaux d'inspection tardent encore à démarrer, alors même que l'état de délabrement avancé de ce navire continue d'exposer le Yémen ainsi que les pays riverains de la mer Rouge à de graves risques de catastrophe environnementale aux conséquences incalculables.

Pour éviter que le pire ne survienne, nous appelons les houthistes à faire preuve de responsabilité et à honorer leurs engagements, en délivrant les autorisations nécessaires à l'équipe des Nations Unies chargée des opérations d'inspection du pétrolier *FSO SAFER*.

Annexe XIII**Déclaration de M^{me} Anna Evstigneeva, Représentante permanente adjointe de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original: russe]

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, de nous avoir donné un aperçu complet de la situation au Yémen. Nous avons également écouté très attentivement M. Omer Badokhon.

Nous saisissons cette occasion pour féliciter le PAM, représenté aujourd'hui par le Directeur Beasley, pour le prix Nobel de la paix qui lui a été décerné. Nous continuerons d'appuyer l'action menée par le PAM, notamment sur le volet yéménite, pour fournir une aide humanitaire sur une base non discriminatoire et impartiale.

Nous suivons de près la situation au Yémen, pays plongé depuis six ans dans un grave conflit politique interne, qui s'accompagne d'une catastrophe humanitaire sans précédent qui exige une réponse immédiate de la part de la communauté internationale.

De nombreuses années de conflit ont détruit les infrastructures civiles et le système de santé du Yémen. Sa population meurt de faim et est privée de médicaments de base et de protection sociale ; elle a besoin d'aide. Cette situation est exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous saluons vivement l'action courageuse des travailleurs humanitaires de l'ONU, et nous déplorons que les programmes des Nations Unies visant à fournir une assistance de base au peuple yéménite aient dû réduire leurs activités en raison d'un financement insuffisant.

La Russie continuera d'aider le peuple yéménite, notamment par l'intermédiaire des entités des Nations Unies. Nous appelons les donateurs, notamment ceux de la région, à accroître leur soutien financier. Nous rappelons que l'aide humanitaire au Yémen en provenance de l'étranger doit être distribuée sur une base non discriminatoire à l'ensemble de la population.

Il ressort clairement de ce que nous avons entendu aujourd'hui que la situation humanitaire au Yémen ne peut être améliorée que par une combinaison d'efforts politiques et diplomatiques visant à régler le conflit. Cependant, nous constatons que les efforts en vue d'un règlement politique sont au point mort et que les activités militaires s'intensifient dans différentes parties du pays. Nous constatons avec regret que les parties ne sont toujours pas parvenues à signer une déclaration commune et que la mise en œuvre des accords pertinents, notamment l'Accord de Stockholm et l'Accord sur Hodeïda, n'a pas eu les résultats escomptés. Cette situation menace d'intensifier la violence, ce qui ne profiterait qu'aux extrémistes et aux terroristes. Nous espérons voir des progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, ce qui permettrait de lancer un dialogue national intra-yéménite.

Nous pensons qu'il est encore possible de trouver des accords, en particulier en ce qui concerne les mesures de confiance, le cessez-le-feu national et la relance des négociations intra-yéménites. L'échange de prisonniers et de détenus sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge en est une preuve supplémentaire. Le fait qu'une opération humanitaire d'une telle ampleur ait pu être menée par les parties yéménites montre qu'elles sont capables non seulement de trouver aux problèmes et aux différends des solutions qui soient fondées sur le compromis, mais aussi de les traduire dans la réalité.

Des progrès peuvent également être réalisés sur le volet du pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons toutes les parties concernées, notamment le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à prendre en compte les intérêts de chacun et à agir de manière constructive afin de concevoir des solutions qui soient acceptables pour toutes les parties.

Nous avons exprimé à plusieurs reprises notre position, qui reste constante et inchangée, appelant à une solution négociée au conflit au Yémen. À cet égard, nous réaffirmons notre appui sans faille aux efforts déployés par Martin Griffiths pour relancer le processus politique, élaborer des mesures de confiance et garantir un cessez-le-feu global. La communauté internationale est unanime : il ne peut y avoir de solution militaire au conflit au Yémen.

Nous appelons toutes les parties à s'associer activement aux efforts de médiation déployés par M. Griffiths. Nous continuerons de fournir une assistance à la présence de médiation des Nations Unies au Yémen, notamment en engageant des contacts avec toutes les forces politiques du pays et avec les parties intéressées.

Nous tenons de nouveau à rappeler que la résolution 598 (1987) a chargé le Secrétaire général d'élaborer un dispositif de sécurité dans la région, en coopération avec les États de la région. Nous appelons à nouveau l'attention du Conseil sur le concept russe de sécurité collective dans la région du golfe Persique, qui vise à débloquent les situations de conflit et à élaborer des mesures de confiance. En octobre, nous avons organisé une réunion du Conseil de sécurité sur cette question (voir S/2020/1037), au cours de laquelle la région et la communauté internationale ont de nouveau appelé à la désescalade.

Annexe XIV**Déclaration de M^{me} Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie Martin Griffiths et Mark Lowcock de leur coopération et de leur dévouement habituels. Je remercie également nos intervenants, M. David Beasley et M. Omer Badokhon, non seulement pour les informations pertinentes qu'ils nous ont fournies ce matin, mais aussi pour les efforts inestimables qu'ils déploient au Yémen.

La population a désespérément besoin d'être secourue pour être soulagée du conflit et de ses conséquences injustifiées. Nous saluons l'action menée par toutes les organisations humanitaires opérant au Yémen pour atténuer les conditions défavorables à la vie et aux moyens de subsistance, mais ce n'est pas une solution. Ce n'est qu'un remède éphémère aux symptômes du conflit. Nous rappelons également l'importance du plan de réponse humanitaire. Bien que nous nous félicitions du financement humanitaire supplémentaire, il reste nécessaire que les donateurs qui ont promis des fonds les décaissent de toute urgence. Une pénurie de fonds mettrait fin à l'aide humanitaire salvatrice. Le Yémen ne peut pas se le permettre. À cet égard, nous rappelons également les obligations qui incombent aux parties en vertu du droit international, qui exige l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire. En outre, toutes les parties ont la responsabilité morale de veiller à ce que toutes les personnes dans le besoin puissent avoir accès à cette aide.

La menace de famine est réelle, mais elle n'est pas forcément inévitable. Le Secrétaire général adjoint Lowcock a constamment rappelé les différents piliers de la solution qui a permis d'éviter la famine en 2018, notamment le financement de l'économie et l'appui à l'économie, et il a souligné que ces piliers restent d'actualité. Malgré cela, nous nous approchons d'un dangereux précipice, et il serait impardonnable que des mesures décisives ne soient pas prises pour sauver le peuple yéménite. Les pénuries de carburant dans certaines régions du Yémen exacerbent la souffrance, et nous appelons les parties à travailler ensemble pour régler la crise.

Les parties sont capables de travailler ensemble, comme nous l'avons constaté à diverses occasions, notamment lors du récent échange de prisonniers. Le dialogue a été la base nécessaire sur laquelle cette coopération a eu lieu, et nous appelons les parties à continuer de collaborer entre elles ainsi qu'avec le Bureau de l'Envoyé spécial, de bonne foi, afin d'ouvrir la voie à une paix consolidée.

Nous concluons notre intervention en rappelant que le pétrolier *FSO SAFER* reste une question non réglée qui appelle une action urgente. La menace d'une catastrophe environnementale, économique et humanitaire persiste, et nous demandons instamment que les mesures concrètes qui s'imposent soient prises le plus rapidement possible, avant que le créneau porteur actuel ne se referme à jamais.

Annexe XV

Déclaration de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths ; le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock ; le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley ; et le fondateur et Directeur exécutif de Solutions for Sustainable Society, Omer Badokhon.

L'Afrique du Sud continue de soutenir l'Envoyé spécial Griffiths dans sa quête d'une solution pacifique à la situation au Yémen, malgré la violence persistante et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui ne faiblit pas.

Nous voudrions rappeler que la situation humanitaire tragique au Yémen, aggravée par la pandémie de COVID-19, est inextricablement liée à l'impasse politique. Par conséquent, notre intervention se concentrera sur ces deux éléments, à savoir la situation humanitaire et la situation politique.

Sur le plan humanitaire, l'Afrique du Sud continue de s'inquiéter des effets dévastateurs de la situation sur le peuple yéménite, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les déplacés et les personnes handicapées.

L'Afrique du Sud reste consternée par le fait que l'escalade de la violence aggrave la crise alimentaire d'origine humaine généralisée au Yémen, une sinistre réalité dans laquelle les deux tiers de la population sont en situation d'insécurité alimentaire. Les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans sont les plus élevés jamais enregistrés dans les districts du sud, qui abritent 1,4 million d'enfants.

Les gains acquis de haute lutte sont en train de voler en éclats, car l'escalade du conflit et le déclin économique, associés aux effets accablants de la pandémie de COVID-19, ont poussé au bord du gouffre une population déjà éreintée. L'Afrique du Sud exhorte toutes les autorités des différentes provinces à convenir d'un ensemble de mesures unifiées pour contrer la propagation de la COVID-19 au Yémen.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties au conflit à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et à redynamiser les négociations politiques globales pour mettre fin à la guerre au Yémen et soulager les souffrances du peuple yéménite. Non seulement le conflit touche le peuple et la nation yéménites, mais il nuit également à tous les États voisins et à la région. Il est dans l'intérêt de tous les Yéménites et de tous les citoyens de la région que le conflit prenne fin.

Nous continuons de souligner qu'il importe que toutes les parties respectent leurs obligations et responsabilités en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et prennent toutes les mesures qui s'imposent pour mettre fin aux violations contre les civils et les prévenir.

Le rapport du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen (A/HRC/45/6) met en évidence les dangers que courent les parties qui optent pour des solutions militaires plutôt que pour des négociations politiques et le dialogue, qui sont les plus susceptibles d'aboutir à des solutions pacifiques à long terme.

En ce qui concerne l'impasse politique, l'Afrique du Sud reste préoccupée par le fait que la poursuite des combats, caractérisés par plusieurs attaques transfrontalières, des frappes aériennes et des échanges de tirs à Hodeïda et dans plusieurs autres villes, menace d'interrompre le processus de paix qui n'a que trop tardé et d'aggraver la pire catastrophe humanitaire au monde.

Nous appelons en outre toutes les parties à faire preuve d'une volonté de compromis et à ne pas s'attacher à adopter des positions absolues. Après cinq ans, il est clair qu'il ne peut y avoir de solution militaire et que les deux parties doivent chercher à faire des compromis pour parvenir à un règlement politique négocié.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties à dialoguer en toute bonne foi et sans conditions préalables avec l'Envoyé spécial Griffiths, afin de parvenir à un règlement global et négocié pour mettre fin au conflit, tout en poursuivant la mise en œuvre des accords de Stockholm et de Riyad. L'Afrique du Sud se félicite des progrès réalisés au titre de l'Accord de Stockholm en octobre, lorsqu'une partie des arrangements relatifs à l'échange de prisonniers ont été mis en œuvre, et elle félicite les parties pour le succès obtenu à cet égard. Il s'agit là d'une mesure de confiance précieuse susceptible de rapprocher les parties d'un règlement négocié et de donner un élan à la mise en œuvre très attendue de l'Accord sur Hodeïda et de la déclaration d'entente sur Taëz.

L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties concernées au Yémen à régler la question du pétrolier *FSO SAFER* en autorisant des réparations critiques qui permettraient d'éviter une catastrophe anthropique en mer Rouge, notamment le retrait du pétrole du navire, afin qu'il puisse subir d'importantes réparations. Nous demandons instamment à toutes les parties au conflit de manifester une volonté de résoudre cette question et d'enrayer cette catastrophe écologique imminente en mer Rouge.

Pour terminer, l'Afrique du Sud réaffirme que la seule solution au conflit au Yémen est un règlement politique inclusif, dirigé et pris en main par les Yéménites, qui réponde aux aspirations du peuple yéménite à un avenir économique et politique solide. Dans ce contexte, nous appelons également à la participation pleine et véritable des femmes à tous les aspects d'un processus politique sans exclusive.

Annexe XVI

Déclaration de la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : arabe]

Tout d'abord, je voudrais remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, et le fondateur de Solutions for Sustainable Society, Omer Badokhon, de leurs précieux exposés sur la situation actuelle au Yémen.

La situation au Yémen reste très préoccupante. En dépit de l'action de l'ONU et des appels répétés à un cessez-le-feu et à une désescalade, le conflit s'intensifie, en particulier dans les régions de Jaouf, de Mareb et du nord-est. La situation menace de compromettre les négociations, d'exacerber la crise humanitaire, de détruire les infrastructures et de nuire à l'économie et au niveau de vie du peuple yéménite.

Nous demeurons convaincus que l'escalade militaire constante complique la situation et compromet les efforts déployés pour trouver une solution. Nous appelons toutes les parties yéménites au conflit à s'engager à trouver une solution politique globale et durable qui mettrait fin au conflit au moyen de négociations politiques directes et pacifiques menées sous l'égide de l'ONU, conformément aux critères pour une solution énoncés dans l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, au document final issu de la Conférence de dialogue national sans exclusive et aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015), afin de préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. La voie du dialogue exige d'accepter les accords et concessions nécessaires et de faire passer l'intérêt national en premier.

Ma délégation se félicite de la récente libération de prisonniers, qui montre que les parties au conflit sont désireuses de parvenir à une solution globale. Elle espère que les efforts se poursuivront jusqu'à ce que l'accord inclue tous les prisonniers, femmes et hommes, dans un souci d'harmonie sociale au niveau national.

Nous souhaitons réaffirmer l'importance de l'attachement à la mise en œuvre de toutes les dispositions de l'Accord de Stockholm. Nous soutenons tous les efforts visant à appliquer l'Accord de Riyad en vue de former un nouveau gouvernement de coalition. Nous appelons les parties concernées à continuer de faire fond sur le climat positif qui a caractérisé les négociations supervisées par l'Arabie saoudite.

Nous soutenons les efforts consentis par l'Envoyé spécial pour faire pression en faveur d'un règlement politique. Nous espérons que les parties au conflit réagiront positivement au projet de déclaration commune, notamment en respectant le cessez-le-feu global, en reprenant les consultations politiques et en prenant les mesures humanitaires nécessaires pour alléger les souffrances du peuple yéménite. Nous espérons que l'adoption de la déclaration commune sera un point de départ pour assurer la protection de la population et des installations civiles, et pour mener à bien des négociations politiques directes en faveur d'une solution définitive.

Pour que le processus de consolidation de la paix soit efficace et s'inscrive dans la durée, les discussions doivent être globales et participatives. Elles doivent rassembler toutes les composantes de la société et inclure la participation effective des femmes, des jeunes et des représentants de la société civile.

Le Yémen est aujourd'hui le théâtre de la pire catastrophe humanitaire au monde. Mon pays est profondément préoccupé par cette situation. Le conflit armé contribue à la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et exacerbe la menace de famine qui pèse sur des millions de Yéménites, en particulier

les enfants, les femmes et les populations vulnérables, compte tenu notamment de la détérioration des infrastructures de santé, de la pénurie alimentaire et du déclin rapide de l'économie. Nous espérons que la communauté internationale acceptera d'alléger et de contenir les souffrances du peuple.

Mon pays souhaite également souligner le risque d'une crise écologique, humanitaire et économique alarmante en mer Rouge en raison de l'état précaire du pétrolier *FSO SAFER* abandonné au large des côtes de la province de Hodeïda. Une intervention rapide est nécessaire afin d'évaluer les dégâts et d'effectuer les réparations urgentes nécessaires. Nous exhortons les houthistes à répondre aux appels de la communauté internationale et à autoriser le Groupe d'experts des Nations Unies à inspecter le pétrolier et à prendre les mesures qui s'imposent. Ces questions vitales doivent être détachées de leur contexte politique.

Annexe XVII

Déclaration de M. James Roscoe, Représentant permanent adjoint par intérim du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie M. Griffiths, M. Lowcock et M. Beasley. Je pense que les exposés ne nous ont laissé aucun doute quant à l'ampleur de la crise humanitaire, la crise humaine au Yémen et l'urgence de parvenir à une solution politique.

Le Royaume-Uni soutient pleinement les efforts déployés par M. Griffiths pour progresser vers une solution politique. Le récent succès qu'il a obtenu et qu'il a décrit, à savoir l'échange de plus de 1 000 prisonniers, démontre que le dialogue direct peut effectivement mener à des résultats positifs. Nous l'encourageons par conséquent à faire tout son possible pour réunir les parties afin d'arrêter le texte final de la déclaration commune. Il est clair, d'après tout ce que nous avons entendu aujourd'hui, que seule la fin de la violence peut nous aider à apporter une aide humanitaire durable au peuple yéménite et à lui redonner espoir.

Cependant, comme l'a dit M. Griffiths, nous continuons d'observer des pics de violence – en particulier les houthistes continuent de lancer des missiles et des attaques de drones sur l'Arabie Saoudite et poursuivent leur conquête du territoire yéménite, ce qui jette le doute sur leur engagement en faveur de la paix. L'arrivée récente à Sanaa d'un émissaire de haut rang du Corps des gardiens de la révolution islamique souligne ce point et met en évidence le rôle déstabilisateur de l'Iran dans le conflit au Yémen. Nous exhortons par conséquent les houthistes à s'abstenir de tels comportements et, au contraire, à placer leurs efforts dans le dialogue. Une autre étape nécessaire est la mise en œuvre de l'Accord de Riyad. Le Royaume-Uni appelle donc les parties à former rapidement un gouvernement inclusif et à mettre en œuvre les réformes militaires nécessaires.

Nous avons également entendu parler aujourd'hui de la situation humanitaire désastreuse. Plusieurs ensembles de données ont été publiés la semaine dernière, et il est évident que le risque de famine augmente. Toutefois, comme l'a dit M. Lowcock, il ne s'agit pas de données ou de statistiques concernant la population et les enfants yéménites, mais d'une sombre réalité humaine. Comme nous l'avons entendu, la dernière analyse sur la malnutrition aiguë conduite par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire dans certaines régions du sud du Yémen prévoit que la malnutrition dans le sud devrait bientôt atteindre ses plus hauts niveaux depuis le début du conflit. Nous savons à quel point la situation est grave, et elle ne fait qu'empirer. D'ici à la fin de 2020, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë augmentera de 10 %, risquant ainsi de connaître le sort décrit tout à l'heure par M. Lowcock.

En outre, comme nous l'a dit M. Beasley, le Programme alimentaire mondial a également évalué que l'insécurité alimentaire s'aggravait plus rapidement que prévu. Étant donné que 40 % des ménages du pays manquent de nourriture, il est d'autant plus important d'agir rapidement – dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard –, notamment en termes d'économie et de financement et d'accès de l'aide humanitaire.

En ce qui concerne l'économie, des mesures s'imposent de toute urgence pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires, comme on a pu l'entendre. Les problèmes économiques du Yémen s'aggravent et font monter les prix de produits de base tels que la nourriture et le carburant, ce qui exerce une pression supplémentaire sur la réponse humanitaire. Le rial yéménite a chuté, comme on nous l'a redit aujourd'hui, à un niveau record par rapport au dollar, et les réserves de devises fortes de la Banque centrale du Yémen sont de fait épuisées. Le

Gouvernement yéménite doit établir un budget réaliste et transparent, tout en prenant des mesures pour éviter une nouvelle inflation. Il est également nécessaire de fournir de toute urgence une aide extérieure à la Banque centrale du Yémen sous la forme d'un apport de devises fortes pour que les importateurs de denrées alimentaires puissent continuer à faire entrer des vivres dans le pays.

La réponse humanitaire de l'ONU, comme nous l'avons entendu à nouveau aujourd'hui, reste largement sous-financée, ce qui accentue encore le risque de famine. Seuls 43 % des 3,3 milliards de dollars de l'appel lancé par l'Organisation ont été reçus à ce jour, ce qui a eu pour conséquence la fermeture ou forte réduction, cette année, de 12 des 38 grands programmes mis en œuvre par l'ONU au Yémen. Faute de fonds supplémentaires, d'autres fermeront, privant d'une aide vitale les enfants et les adultes yéménites qui souffrent depuis si longtemps. Il est essentiel que les donateurs déboursent rapidement les fonds promis et envisagent l'octroi d'un financement supplémentaire pour 2020. Ils doivent également prendre l'engagement de nouvelles contributions au début de 2021, et ne pas attendre l'organisation d'une conférence des donateurs pour ce faire. Pour sa part, le Royaume-Uni a déjà décaissé 81 % des 200 millions de livres sterling qu'il s'était engagé à verser pour cet exercice financier.

Dans ce contexte, il est choquant de constater que de graves obstacles à l'accès humanitaire, en particulier dans le nord contrôlé par les houthistes, continuent d'entraver la réponse humanitaire. L'aide et les travailleurs humanitaires doivent pouvoir parvenir à ceux qui sont dans le besoin, sinon des Yéménites vulnérables vont mourir inutilement. Nous condamnons également toute attaque contre les travailleurs humanitaires, notamment les deux récents incidents survenus à Aden.

Une réunion des donateurs au niveau des hauts fonctionnaires se tient cette semaine en Suède, à l'invitation de la Commission européenne. Il est vital que nous utilisions cette réunion pour envoyer un message clair signalant que nous ne tolérerons aucun obstacle à la distribution de l'aide vitale.

Je remercie les intervenants d'avoir fait le point de la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Le mois dernier, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et les houthistes sont parvenus à un accord de principe sur une mission d'évaluation visant à sécuriser ce pétrolier. Mais comme l'a dit M. Griffiths, cette question progresse plus lentement que ne l'exige une telle urgence. Nous croyons comprendre que le cahier des charges révisé doit être soumis sous peu, mais nous encourageons l'ONU à accélérer ce processus et exhortons les houthistes à accepter le plan révisé afin que les travaux puissent commencer dès que possible.

Ce que nous avons entendu aujourd'hui est un appel urgent à l'action lancé par les dirigeants des organisations humanitaires des Nations Unies. Nous devons tenir compte de leurs graves avertissements et prendre des mesures sans plus tarder.

Annexe XVIII

Déclaration de M^{me} Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie les intervenants et mes collègues des observations qu'ils ont faites aujourd'hui dans le cadre de ce débat très important.

Le mois dernier, M. Griffiths a exprimé un optimisme prudent après l'échange de prisonniers entre le Gouvernement yéménite et les houthistes, et la réduction des combats à Mareb, Hodeïda et alentour (voir S/PV.8770). Je le remercie des efforts qu'il a déployés pour régler cette situation tragique par la voie diplomatique.

Les observations que nous a livrées M. Lowcock sur la terrible vérité concernant la faim et la famine sont bouleversantes. Et aussi douloureux et dérangeant que ce soit de les entendre, il nous doit, comme à chacun de ses exposés, de nous mettre face à la vérité. Je le remercie donc d'avoir fait résonner la vérité au Conseil de sécurité. Le Conseil doit prendre ses propos à cœur et ne ménager aucun effort pour venir en aide au peuple yéménite.

L'appel de fonds vibrant lancé par M. Beasley et la vision qu'il a exposée, qui peut être concrétisée avec un appui international, nous placent vraiment tous devant nos responsabilités. C'est pourquoi j'espère, comme l'a dit le représentant de l'Allemagne, que chacun d'entre nous mobilisera ses contacts pour financer cette cause très importante. Les succès engrangés en large partie grâce aux efforts de M. Beasley nous rappellent que l'ONU et les mesures prises par le Conseil de sécurité ont une incidence sur le monde réel. Ce fait doit être pour nous une source de motivation renouvelée à améliorer la vie des Yéménites et à accompagner les progrès vers un règlement politique inclusif. L'inspiration et la volonté politique sont les deux ingrédients dont nous avons besoin pour réussir.

Hélas, la bonne volonté de la communauté internationale n'a pas été payée de retour par les houthistes, qui n'ont cessé de prolonger le conflit et de s'en prendre aux voisins du Yémen. Les États-Unis condamnent les attaques éhontées commises par les houthistes contre l'Arabie saoudite le 28 octobre – des attaques commises notamment au moyen de drones lancés en direction de Riyad, qui ont mis en danger la vie de nombreux civils, y compris des citoyens américains. Les houthistes ont lancé des centaines de drones et de missiles sur l'Arabie saoudite au cours des dernières années.

Ils doivent répondre de leur conduite meurtrière, tout comme leur principal soutien, la République islamique d'Iran. Il me revient à l'esprit que le Ministre des affaires étrangères du régime iranien, M. M. Javad Zarif, a envoyé dimanche un tweet de prédication sur la nécessité du multilatéralisme et sur le bilan de l'Iran en tant que praticien d'une « diplomatie responsable ». Quelle ironie, et ce serait drôle si ce n'était pas si tragique – un diplomate utilisant Twitter pour diffuser de la propagande sur une plateforme que son propre peuple n'a pas le droit d'utiliser pour clamer son innocence et prétendre que son gouvernement se bat pour la paix.

Partout où règne la violence, où sévit l'instabilité, où coule le sang dans la région, on trouve l'Iran, soufflant sur les braises. Le régime alimente la violence des houthistes en leur fournissant des fonds et des armes, en les formant et en les encourageant. C'est Téhéran qui cherche à tout prix à saper le travail de l'Envoyé spécial Griffiths et du Conseil de sécurité en minant la faisabilité d'une solution politique à ce conflit.

Il y a quelques semaines à peine, le régime iranien a envoyé un membre du Corps des gardiens de la révolution islamique, Hassan Irloo, à Sanaa, où Irloo s'est fait appeler « Ambassadeur » de l'Iran auprès des houthistes. Ces actes démontrent

que l'Iran et les houthistes ne sont pas sérieux lorsqu'ils disent souhaiter un règlement politique du conflit au Yémen. Nous appelons une fois de plus l'Iran à cesser d'appuyer le terrorisme, à mettre fin à ses activités déstabilisatrices dans la région et à respecter les droits de l'homme et les besoins de tout son peuple, son propre peuple.

Sur le plan humanitaire, je remercie M. Beasley de son exposé percutant et peu réjouissant concernant l'insécurité alimentaire au Yémen. À l'instar de tous mes collègues aujourd'hui, je le félicite ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) de sa reconnaissance bien méritée par le Comité Nobel. Les États-Unis sont fiers d'appuyer les activités du PAM dans le monde, lui fournissant plus de 40 % de ses ressources. Malgré cette générosité, le Programme alimentaire mondial a besoin de toute urgence que d'autres pays lui viennent en aide afin de répondre aux besoins croissants en matière de sécurité alimentaire partout dans le monde.

Comme M. Lowcock, nous sommes préoccupés par le fait que, malgré les récents apports de fonds, le plan de réponse humanitaire du Yémen reste gravement sous-financé. Ainsi que nous le faisons depuis des mois, les États-Unis encouragent tous les donateurs à fournir immédiatement des ressources afin de contribuer à prévenir de nouvelles souffrances. En outre, toutes les parties au conflit doivent appuyer l'acheminement d'une aide vitale. Les houthistes doivent mettre fin dès maintenant à leur ingérence dans les efforts humanitaires et prendre des mesures spécifiques pour démontrer leur volonté de coopérer. Plus précisément, ils doivent immédiatement permettre au Programme alimentaire mondial de mener à bien l'établissement de son système de ciblage et d'enregistrement biométrique dans tous les districts, en autoriser le suivi par des tiers et fournir des autorisations de voyage au personnel humanitaire.

Comme l'a mentionné David Beasley, les niveaux d'insécurité alimentaire des ménages ont augmenté entre mai et septembre dans les régions où le Programme alimentaire mondial a dû réduire ses distributions en raison de l'obstruction des houthistes. La semaine dernière encore, l'UNICEF a annoncé que les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans étaient les plus élevés jamais enregistrés dans certaines régions du Yémen. Les sinistres manœuvres politiques qui entravent l'accès humanitaire doivent cesser avant qu'une génération d'enfants yéménites ne subisse des dommages développementaux permanents.

Les États-Unis réitèrent également leur appel aux houthistes pour qu'ils libèrent immédiatement le citoyen yéménite Levi Musa Merhavi. M. Merhavi est toujours détenu à tort malgré le fait qu'un soi-disant tribunal houthiste ait ordonné sa libération en septembre 2019. Nous appelons tous les houthistes à respecter la liberté religieuse, à cesser d'opprimer la population juive du Yémen et à libérer immédiatement M. Merhavi.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, il est inadmissible que mois après mois, la réalité reste la même. Les houthistes continuent de refuser l'approbation finale du plan de la mission des Nations Unies pour une évaluation et des réparations initiales de ce navire en train de rouiller. Les États-Unis réitèrent la nécessité urgente pour les houthistes de cesser d'exploiter la menace d'un désastre environnemental et économique simplement pour obtenir un avantage politique. Nous devons éviter un « nous vous l'avions bien dit » dévastateur qui peut désormais se produire à n'importe quel moment. Les houthistes doivent prendre leurs responsabilités en donnant leur accord final sans plus tarder.

À l'approche de ce rude hiver, je cite mon compatriote Henry Clay, homme d'État du Kentucky : « Le temps viendra où l'hiver vous demandera ce que vous avez fait tout l'été ».

Annexe XIX

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; M. David Muldrow Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations Unies ; et M. Omer Badokhon, fondateur et Directeur exécutif de Solutions for Sustainable Societies pour leurs exposés. Je salue la présence du Représentant permanent du Yémen à la présente réunion.

Cela fait deux mois que l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock ont informé le Conseil de sécurité de la détérioration de la situation au Yémen (voir S/PV.8757). Jusqu'à présent, nous n'avons constaté aucune amélioration significative. Les combats se sont intensifiés sur plus de 40 lignes de front, faisant un nombre élevé de victimes, dont des femmes et des enfants.

Nous sommes extrêmement préoccupés par les menaces de famine qui pèsent sur le peuple yéménite. Les exposés d'aujourd'hui, ainsi que les récents rapports du Programme alimentaire mondial et d'autres organismes des Nations Unies, nous ont dressé un tableau extrêmement sombre.

La situation humanitaire devrait s'aggraver si le Programme alimentaire mondial et les autres organismes des Nations Unies ne reçoivent pas un financement adéquat des donateurs qui se sont engagés. En fait, les programmes d'aide des Nations Unies au Yémen ont été réduits au cours des derniers mois.

De plus, la deuxième vague de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) semble ajouter une nouvelle couche de complexité au conflit et à la situation humanitaire désastreuse au Yémen. Elle menace de détériorer plus encore les conditions de vie du peuple yéménite et de compromettre l'action humanitaire.

L'inaccessibilité au pétrolier *FSO SAFER* reste notre préoccupation constante. L'équipe technique des Nations Unies n'a pas pu faire son travail sur le pétrolier sans autorisation écrite. Le temps n'est pas de notre côté. Nous devons prévenir les catastrophes environnementales et humanitaires pour le Yémen et la région du Golfe. L'équipe d'experts des Nations Unies doit être autorisée à effectuer ses travaux urgents d'évaluation et de réparation du pétrolier.

Dans ce contexte, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, il est extrêmement urgent pour toutes les parties concernées de répondre à l'appel au cessez-le-feu du Secrétaire général et de son envoyé spécial, de cesser immédiatement les hostilités et de reprendre les négociations afin que la déclaration conjointe en vue d'un cessez-le-feu national puisse être émise. Cela constituera une base cruciale pour la réalisation de la proposition de paix des Nations Unies pour le Yémen.

Deuxièmement, nous réitérons notre appel aux donateurs internationaux pour qu'ils respectent leurs engagements financiers afin que le travail humanitaire au Yémen puisse être mis en œuvre sans interruption. Nous comprenons l'appel d'urgence lancé par l'ONU pour plus de 50 millions de dollars afin d'intensifier les programmes de nutrition. Les enfants du Yémen méritent de recevoir des services de base, comme les autres enfants du monde. Nous devons protéger les enfants yéménites et prévenir une autre crise pour les générations futures du Yémen.

Nous appelons également les parties concernées à coopérer pleinement avec les organismes des Nations Unies en offrant une protection et des conditions favorables aux travailleurs humanitaires pour qu'ils puissent effectuer leur travail dans certaines régions du Yémen. La famine ne peut être évitée si nous ne prenons pas maintenant les mesures nécessaires.

Troisièmement, nous soulignons la nécessité pour les parties au Yémen et les organismes des Nations Unies, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, de ne ménager aucun effort pour contenir la propagation de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19. Il est essentiel que les parties assurent l'accès et le passage sans entrave des fournitures humanitaires et médicales à ceux qui en ont le plus besoin au Yémen.

Nous nous joignons également aux autres membres pour appeler toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire en ce qui concerne la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et des biens civils.

Enfin et surtout, nous voudrions souligner que les parties concernées doivent maintenir et mettre pleinement en œuvre l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad avec la médiation de l'ONU. Il faut également garantir et promouvoir davantage une véritable participation des femmes au processus politique.

Nous réitérons notre appui au travail de l'Envoyé spécial Martin Griffiths et de son équipe au Yémen.

Annexe XX**Déclaration de M. Abdullah Ali Fadhel Al-Saadi, Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Permettez-moi de commencer par vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je vous souhaite, à vous et à votre délégation, beaucoup de succès et je vous souhaite à tous une bonne santé.

Le Gouvernement yéménite, dirigé par le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, s'efforce toujours avec détermination de réaliser son aspiration à mettre un terme à la guerre imposée au peuple yéménite par les milices armées houthistes. La guerre a provoqué une crise humanitaire désastreuse et a brisé les rêves et les espoirs des Yéménites de construire un avenir qui leur permettrait de réaliser leur rêve d'un État démocratique moderne et civil, et ainsi de répondre à leurs aspirations et de sauvegarder leur dignité. Le tissu social du Yémen a été déchiré. Des idées sectaires et racistes ont été répandues. Les Yéménites ont été déplacés par vagues. Ils ont été réprimés, détenus et soumis à des disparitions forcées en violation flagrante des règles du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Sous la direction du Président, le Gouvernement yéménite est déterminé à mettre fin aux souffrances du peuple yéménite dans cette guerre futile et injuste. Le Gouvernement a fait des concessions et fait tout son possible pour que le langage du dialogue et de la paix l'emporte sur le langage de la guerre et de la destruction. Il a répondu positivement aux efforts de l'ONU, agissant par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial pour le Yémen, afin de parvenir à une paix juste et globale fondée sur le mandat convenu, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions du Conseil de sécurité sur le Yémen, en particulier la résolution 2216 (2015).

IL a répondu avec une ferme conviction à toutes les invitations et propositions visant à réaliser la paix à laquelle le peuple yéménite aspire. Il s'agit notamment de la proposition de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Martin Griffiths, d'un projet de déclaration conjointe, à laquelle il a réagi positivement dès la première version, déterminé à faciliter ses efforts à cet égard. Malheureusement, à chaque fois, les milices houthistes ont imposé de nouvelles conditions au projet de déclaration. Ils se sont montrés intransigeants, ont retardé et entravé les efforts de l'ONU et de son envoyé spécial s'agissant du processus politique et des dimensions économiques et humanitaires.

En ce qui concerne la question des prisonniers et des détenus, le Gouvernement yéménite s'efforce de garantir la remise en liberté de tous les prisonniers et de toutes les personnes détenues arbitrairement, victimes de disparition forcée ou assignées à résidence sur la base du principe « un contre un », notamment les quatre personnes mentionnées dans la résolution du Conseil de sécurité. Cependant, les milices houthistes entravent la mise en œuvre intégrale de l'accord et se livrent à un chantage à des fins politiques. Néanmoins, le Gouvernement œuvre à faire en sorte que l'accord conclu en octobre 2020 soit un succès.

Avec l'appui du Royaume d'Arabie saoudite, le Gouvernement yéménite s'efforce de mettre en œuvre l'Accord de Riyad et le mécanisme visant à accélérer sa mise en œuvre, à un moment où le peuple yéménite est confronté à des circonstances exceptionnellement complexes qui nécessitent une action concertée pour s'engager dans un projet national visant à relancer les institutions de l'État, à garantir la sécurité et la stabilité, à surmonter les difficultés économiques et de développement et à travailler sous les autorités légitimes, dirigées par le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, afin de rétablir l'autorité de l'État, de mettre fin au coup

d'État, de fournir des services et garantir une vie digne aux citoyens et d'alléger leurs souffrances. Nous remercions chaleureusement l'Arabie saoudite de nous appuyer à chaque étape du processus, et nous avons pleinement confiance dans le rôle qu'elle joue pour faire de l'Accord un succès.

Le régime voyou iranien continue de compromettre la sécurité et la stabilité au Yémen et dans la région en soutenant les milices houthistes avec des fonds, des armes et des connaissances militaires, qu'elles utilisent pour tuer des Yéménites, attaquer des lignes de navigation et des cibles civiles en Arabie saoudite et mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Le régime ne respecte pas les règles du droit international ni les résolutions du Conseil de sécurité. Il a récemment annoncé la nomination d'un agent de la Garde républicaine iranienne comme prétendu ambassadeur auprès des milices houthistes à Sanaa. Cette décision est une violation flagrante des règles du droit international, de la Charte des Nations Unies, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, ainsi que de la résolution 2216 (2015). Elle crée un dangereux précédent en permettant à un État voyou d'envoyer ses représentants auprès des milices rebelles qui sont responsables de coups d'État. Un tel comportement est un signe supplémentaire des ambitions expansionnistes de l'Iran au Yémen et dans la région et de son ingérence éhontée dans les affaires d'États souverains. Une fois de plus, nous appelons le Conseil de sécurité à s'acquitter de la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe en condamnant le comportement irresponsable du régime iranien et en y mettant un terme.

Mon gouvernement continuera de s'employer à garantir la stabilité économique et à verser régulièrement les salaires des fonctionnaires dans toutes les régions du Yémen, notamment en préservant le cours de la monnaie nationale. Cependant, il est confronté à de nombreux problèmes et obstacles. Les milices houthistes continuent d'empêcher la circulation de nouveaux billets de banque en monnaie nationale. Ce faisant, elles exacerbent et compliquent davantage la situation économique. Leur intention est de maximiser leurs profits en stimulant le marché noir des devises et du carburant dans les zones qu'elles contrôlent. Par ailleurs, elles financent leur projet sectaire en imposant des taxes illégales et racistes, comme une taxe religieuse supplémentaire de 20 % pour appuyer le régime oppressif et raciste. Toutes les recettes tirées de cette taxe vont à une faction donnée. Elles continuent de détourner les recettes des produits pétroliers du port de Hodeïda et d'entraver l'entrée des navires transportant du carburant dans les zones qui sont sous leur contrôle.

Malgré ces violations et ces obstacles, le Président a demandé aux autorités de coopérer afin d'alléger les souffrances des Yéménites dans les zones sous contrôle houthiste. Il a appuyé les efforts de l'Envoyé spécial et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires. Les houthistes ont violé l'accord négocié par l'Envoyé spécial et ont prélevé plus de 50 milliards de rials yéménites sur le compte destiné à percevoir les recettes tirées de la vente de carburant pour le paiement des salaires. Néanmoins, le Gouvernement continue de faire de nombreuses concessions et de prendre des mesures pour améliorer la situation. Par exemple, au cours des six derniers mois, il a accordé des permis de transit à des camions-citernes transportant plus de 1 337 000 tonnes de carburant et se dirigeant exclusivement vers des zones sous le contrôle des houthistes. Cette quantité est suffisante pour répondre aux besoins de ces régions jusqu'à la fin de l'année 2020. Nous appelons le Conseil de sécurité à faire pression sur les houthistes pour qu'ils renoncent à de telles pratiques, fassent de l'économie un espace neutre, cessent de créer des crises pétrolières artificielles et lèvent les restrictions à la circulation de la monnaie nationale.

Plus de quatre mois se sont écoulés depuis que le Conseil de sécurité a tenu une réunion spéciale consacrée au pétrolier *FSO SAFER* (S/2020/721). Chaque mois, nous entendons dire que les milices houthistes entravent clairement les efforts des Nations Unies pour envoyer une équipe technique chargée d'inspecter et d'entretenir le navire et de décharger sa cargaison de pétrole. L'intransigeance des milices houthistes et leur insensibilité aux appels de la communauté internationale – sans parler des potentiels effets catastrophiques d'une fuite de pétrole ou d'une explosion à bord du navire – ne font que confirmer la nature de leur conduite et de leurs desseins. Elles cherchent à détruire tout ce qui est beau au Yémen et à aggraver les souffrances des Yéménites, défiant ainsi de façon flagrante les efforts déployés par la communauté internationale et par le Conseil de sécurité pour éviter la catastrophe écologique et économique qui se profile chaque jour un peu plus. Nous nous félicitons des contributions de nombreux États au fonds pour l'entretien du pétrolier. Nous réitérons notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il assume ses responsabilités et adopte une position décisive afin d'épargner au Yémen et à la région une catastrophe dont les effets pourraient se faire sentir pendant des décennies. Le Conseil doit exercer une pression sur les houthistes, qui continuent de tergiverser et de manipuler la situation pour utiliser cette question à des fins de chantage politique.
